# Rapport Final - Avril 2008



Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat · Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat

# **FEMIP**

Impact économique et social de la microfinance en Méditerranée: état des lieux et perspectives





Impact économique et social de la microfinance en Méditerranée : état des lieux et perspectives



# Avant-propos du vice-président

La croissance rapide qu'a connu le secteur de la microfinance dans les pays partenaires de la région méditerranéenne reflète la conviction, répandue chez les praticiens comme les parties intéressées, que l'activité entrepreneuriale peut prospérer même dans les communautés les plus pauvres et que l'accès aux services financiers peut permettre aux clients de prendre le contrôle de leurs vies, de relever leur niveau de vie et d'accroître le bien-être de la communauté locale. Si ces avantages peuvent paraître évidents pour les praticiens sur le terrain, les tentatives pour en apporter une preuve scientifique ont connu un succès mitigé. Dans le même temps, les pressions sur les établissements de microfinance pour démontrer que les programmes honorent leurs promesses économiques et sociales ont suscité un grand nombre d'études d'impact assez diverses.

En conséquence, la Banque a accueilli avec plaisir la demande de Sanabel de faire l'état des lieux des vues actuelles sur l'impact de la microfinance et de préparer le présent document de consultation sur la situation dans la région méditerranéenne. A notre connaissance, cette initiative constitue la première revue complète des études d'impact sur la région méditerranéenne. En outre, l'analyse est étroitement liée à des possibilités intéressantes que la Banque évalue actuellement afin d'appuyer la coordination des études d'impact parmi les IMF ainsi que la mobilisation des transferts privés comme source de financement possible.

L'étude a bénéficié de l'appui du Fonds fiduciaire FEMIP, conformément à ses objectifs de partage et d'accroissement de la compréhension des questions économiques et financières associées au développement des pays partenaires, et sera présentée à la conférence de la FEMIP « Microfinance en Méditerranée : quel impact ? » à Tunis en mai 2008.

Je me réjouis d'avance de votre participation au débat qui débutera en mai et à la discussion sur l'impact de la microfinance et ses implications en matière de financement et de mise en œuvre de programmes d'investissement dans ce secteur particulièrement dynamique.

Philippe de Fontaine Vive Curtaz Membre du Comité de direction de la BEI responsable de la FEMIP

# Impact économique et social de la microfinance en Méditerranée : état des lieux et perspectives

#### FTF/REG/03/2007

Rapport final

Client : Banque européenne d'investissement

#### Equipe de projet :

Victoria Muriel
Fernando Rodríguez
Laura Muñoz
Armando Muriel
Pablo de Pedraza

NODUS Consultores En collaboration avec : L'Université de Salamanque

Luxembourg, avril 2008



# Sommaire

R	Remerciements				
R	ésumé a	nalytique	7		
ΑI	oréviatio	ons	10		
1	Intro	duction	11		
	1.1	Objectifs de l'étude	11		
	1.2	Contexte	11		
	1.3	Plan du rapport	12		
2	Le s	ecteur de la microfinance	14		
	2.1	Comment fonctionne la microfinance	14		
	2.2	Implications pour la conception de programmes de microfinance	15		
	2.3	Au-delà du crédit aux micro-entreprises	16		
	2.3.1	Epargne	16		
	2.3.2	Transferts et envois de fonds	16		
	2.3.3	Crédit à la consommation	17		
	2.3.4	Autres services hors crédit	17		
	2.4	Viabilité et coûts de substitution	17		
3	Méth	odes et problèmes des études d'impact	19		
	3.1	Les défis de l'évaluation de l'impact économique et social	19		
	3.2	Méthodes et outils d'analyse d'impact	20		
	3.2.1	Outils d'évaluation de l'impact	20		
	3.2.2	Outils d'évaluation de la performance sociale	21		
	3.3	Considérations de coût	22		
	3.3.1	Autres approches possibles	23		
	3.3.2	Rapport coût/efficacité	23		
	3.4	Pratiques d'excellence actuelles	24		
4	Impa	ct sur la région méditerranéenne et le reste du monde	25		
	4.1	Echantillon et méthodologie	25		
	4.2	Aperçu des impacts dans le monde entier	26		
	4.2.1	Impacts au niveau individuel	26		
	4.2.2	Impacts au niveau des ménages	27		
	4.2.3	Impacts au niveau des entreprises	27		
	4.2.4	Facteurs d'influence	28		
	4.3	Impacts sur la région méditerranéenne	28		



	4.3.1	Impacts au niveau individuel	28
	4.3.2	2 Impacts au niveau des ménages	29
	4.3.3	Impacts au niveau des entreprises	29
	4.4	Résumé des résultats	30
5	Opti	ons pour l'avenir	32
	5.1	Options pour la microfinance en Méditerranée	32
	5.2	Questions soulevées par les études d'impact	33
	5.3	Options ouvertes à l'évaluation future de l'impact en Méditerranée	34
6	Con	clusions	36
R	éférenc	es	39
i	ieta dae	annovos	11



#### Remerciements

L'équipe de projet tient à remercier pour son appui le personnel de Sanabel, KfW, de l'AFD et du CGAP qui ont participé à la préparation des termes de référence et offert leurs conseils à la rédaction du rapport. Nous tenons également à remercier le Professeur Greeley (IDS), Monsieur Baglio (Bureau de coopération EuropeAid de la CE) et le personnel de la BEI pour leurs commentaires et suggestions utiles, les administrateurs d'Al Amana, Zakoura et Fondep qui nous ont fait part de leurs opinions sur les études d'impact et l'avenir du secteur, ainsi que le personnel de DFID, pour nous avoir guidés dans la documentation sur les études d'impact. Des remerciements s'imposent aussi aux IMF méditerranéennes, dont les études d'impact constituent la base de cette étude et dont les réponses à notre questionnaire ont apporté une perspective régionale précieuse.

L'étude est financée dans le cadre du Fonds fiduciaire FEMIP. Ce Fonds, créé en 2004 et financé – à ce jour – par 15 Etats membres de l'UE et par la Commission européenne, a vocation à soutenir le développement du secteur privé par le financement d'études et de mesures d'assistance technique ainsi que la fourniture de fonds privés.

Les auteurs assument pleinement la responsabilité du contenu de ce rapport. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celle de la Banque européenne d'investissement.



# Résumé analytique

Sanabel, le réseau de microfinance des pays arabes, a demandé à la Banque européenne d'investissement de réaliser une analyse de l'impact économique et social de la microfinance dans le bassin méditerranéen.

Cette étude¹ comble une lacune dans notre connaissance du secteur de la microfinance dans les pays méditerranéens. Alors que, depuis les années 90, de nombreuses études portant sur d'autres régions du monde ont été abondamment discutées et publiées dans des revues académiques, les études plus récentes sur les pays méditerranéens ont largement ignorées. Une grande partie de ce travail d'évaluation se retrouve au sein même des institutions de microfinance plutôt que dans les publications académiques et c'est la raison pour laquelle la présente étude va au-delà d'un simple compte rendu des recherches académiques. Il était nécessaire, en effet, de prendre contact directement avec les institutions de microfinance pour recenser la totalité des informations existantes. La valeur ajoutée qu'apporte la présente étude est de contribuer à une meilleure compréhension des perspectives régionales.

L'évaluation de l'impact économique et social de la microfinance a un rôle important à jouer dans le développement du secteur. Au niveau stratégique, elle aide à définir la voie à suivre pour l'avenir et à retenir des solutions pragmatiques dans un contexte où les résultats attendus du secteur de la microfinance suscitent des attentes croissantes et parfois irréalistes. Par ailleurs, en faisant connaître le champ couvert par la microfinance, l'évaluation des incidences joue un rôle essentiel en attirant des ressources de bailleurs de fonds du secteur public et d'autres parties prenantes.

#### Principales conclusions de l'étude

En région méditerranéenne, le microcrédit est le principal produit qu'offre le secteur de la microfinance et les clients ne peuvent généralement pas accéder à des services tels que la micro-épargne, les produits d'assurance ou le transfert de fonds. Contrairement à la situation existant dans d'autres régions du monde, la réglementation du secteur bancaire y constitue un obstacle relativement important auquel se heurtent les institutions de microfinance qui envisageraient d'accepter des dépôts, et aucune d'elles ne s'est transformée en banque<sup>2</sup>.

L'examen des études d'impact, tant pour la Méditerranée que pour les autres régions du monde, offre une multitude d'indications de l'impact bénéfique de la microfinance pour ses clients – particuliers, ménages et microentreprises. En raison des difficultés méthodologiques inhérentes aux études d'impact, ces indications ne constituent peut-être pas une « preuve » scientifique, mais elles apportent néanmoins une confirmation relativement solide de ce que de nombreux praticiens acceptent comme une évidence, à savoir l'impact bénéfique de la microfinance. Les effets observés en région méditerranéenne sont largement semblables à ceux enregistrés dans d'autres régions du monde, le résultat le plus patent étant l'amélioration du revenu des ménages ainsi que des recettes et bénéfices des entreprises. L'on note cependant certaines différences : alors que l'augmentation des revenus se traduit, dans d'autres

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'étude a été financée par le Fonds fiduciaire FEMIP et réalisée par NODUS Consultores en association avec l'Université de Salamanque. Elle a été préparée afin d'être débattue lors de la conférence de la FEMIP « Microfinance en Méditerranée : quel impact ? » qui aura lieu à Tunis en mai 2008.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> À l'exception du Yémen, parmi les pays membres du réseau Sanabel.



régions, par une amélioration des conditions de logement et une hausse de la consommation alimentaire, ces variables, en région méditerranéenne, sont moins sensibles à l'augmentation des revenus.

Au niveau de l'entreprise, l'impact sur l'emploi est généralement faible, parce que la majorité des microentreprises sont encore, à l'heure actuelle, des entreprises unipersonnelles. En revanche, des avantages plus visibles sont l'accroissement de la productivité des entreprises et l'amélioration de leurs relations avec leurs fournisseurs. Les entreprises utilisent habituellement le microcrédit pour financer leur fonds de roulement – celui-ci étant souvent la contrainte qui limite leur développement – tandis que l'emprunt destiné à la formation de capital est moins courant. Il est également difficile de mesurer l'impact de la microfinance sur l'épargne des ménages, car la frontière séparant les ménages des entreprises est souvent peu claire et l'épargne des ménages peut être constituée du stock de leur entreprise. De plus, les enquêtes montrent que, en région méditerranéenne, les clients de la microfinance perçoivent son impact sur leurs conditions de vie de manière très positive.

#### La voie à suivre pour l'avenir

Le développement futur de la microfinance dans la région peut se reposer sur deux options principales. La première est l'expansion de la micro-épargne. L'expérience accumulée dans les autres régions suggère en effet que le microcrédit donne de meilleurs résultats quand sont disponibles, dans le même temps, des produits de micro-épargne. De plus, il existe de solides arguments économiques corroborant l'idée que, dans de nombreuses situations, la micro-épargne est un instrument préférable au microcrédit pour répondre aux besoins des pauvres.

La deuxième option concerne la fourniture d'autres services non liés au crédit, notamment le transfert de fonds et la « micro-assurance » qui, selon les indications disponibles, peuvent générer des avantages appréciables. Par exemple, la mise en œuvre de nouvelles technologies en matière de transfert de fonds peut présenter des synergies importantes avec les autres services de microfinance en attaquant le problème du coût des transactions à sa racine. Le cas des envois de fonds par les travailleurs émigrés est particulièrement intéressant, car les données empiriques suggèrent que le choix du mode de transfert peut être influencé par le coût.

Par conséquent, bien qu'il ne faille pas en sous-estimer les difficultés pratiques, une réforme réglementaire qui permettrait aux institutions de microfinance d'accepter des dépôts et d'offrir une gamme plus diversifiée de services autres que le crédit est une possibilité qui mérite réflexion. Si une telle réforme devait se concrétiser, la BEI pourrait étudier la façon de soutenir la mise au point de ces produits.

On peut résumer comme suit les possibilités qui se présentent pour améliorer à l'avenir la cohérence de l'évaluation de l'impact de la microfinance ainsi que pour combler les lacunes du secteur et répondre à l'évolution de ses besoins. En premier lieu, de récentes avancées méthodologiques réduisant les problèmes de biais des échantillons (les techniques dites de « contrôle aléatoire ») constituent potentiellement un moyen de remédier à certains des problèmes qui se posent dans les études d'impact visant à établir des preuves scientifiquement décisives. Un certain nombre de telles études sont actuellement en cours de réalisation et il conviendra d'analyser la première série de résultats avant de généraliser l'usage de la technique. Ensuite, il est recommandé de procéder à des analyses multidimensionnelles (prenant en compte la dimension temporelle et les différences entre les groupes de traitement), en particulier pour les études de suivi. Enfin, la mise en commun des efforts peut permettre de répartir les coûts, d'améliorer la cohérence et de mieux comprendre ce qui est efficace en fonction des circonstances.



#### Soutien de la BEI

La Banque européenne d'investissement étudie actuellement deux propositions spécifiques visant à soutenir, avec l'assistance technique du Fonds fiduciaire de la FEMIP, l'évaluation des incidences de la microfinance et la mise au point de nouveaux produits. Ces propositions concernent :

- l'adoption d'outils d'évaluation des incidences dans les opérations de microfinancement, en collaboration avec Sanabel, dans le but de standardiser la méthodologie et d'améliorer la communication, afin de mieux répondre aux besoins et aux attentes des parties prenantes. Le projet aiderait les institutions de microfinance à établir des indicateurs d'impact et appuierait la mise au point d'outils informatiques, la collecte des données, la formation et les activités de compte rendu;
- le financement d'une assistance technique visant à trouver une solution, basée sur Internet, pour faire le lien entre les envois de fonds des migrants méditerranéens et les opérations de microcrédit. Ce projet vise à accroître les avantages que la région méditerranéenne peut tirer de ces importants flux financiers, compte tenu du potentiel que décrit dans ses grandes lignes une étude récente sur les moyens d'améliorer l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés vers les pays méditerranéens (BEI 2006).



## **Abréviations**

BAD Banque africaine de développement

AIMS Assessing the Impacts of Micro-enterprise Services (Evaluation de

l'impact des services aux microentreprises)

AFD Agence Française de Développement

ASALA L'Association des femmes d'affaires palestiniennes

BTS Banque Tunisienne de la Solidarité.

CGAP Consultative Group to Assist the Poor (Groupe consultatif d'assistance

aux pauvres)

DFID Department for International Development (Département britannique

pour le développement international)

ESGC Enterprise Solutions Global Consulting

FDF Family Development Fund (Fonds pour le développement de la famille),

Egypte

FNAM Fédération Nationale des Associations de Microcrédit (Maroc) FONDEP Fondation pour le Développement local et le Partenariat

IDS Institute of Development Studies

IKM Impact Knowledge Market (impact, connaissance, marché)

IPCRI Israel / Palestine Centre for Research and Information (Centre de

recherche israélo-palestinien)

KfW Kreditanstalt für Wiederaufbau IMF Institution de microfinance

EPI Evaluation participative de l'impact

ROSCAS Rotating Savings and Credit Associations (Associations de crédit et

d'épargne rotatifs)

SEEP Small Enterprise Education and Promotion (Formation et promotion des

petites entreprises)

PME Petites et moyennes entreprises

PNUD Programme des Nations unies pour le développement

UNICEF Fonds des Nations unies pour l'enfance

UNRWA United Nations Relief and Works Agency (Agence des Nations unies

pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient)

USAID United States Agency for International Development (Agence américaine

de développement international)



## 1 Introduction

Le réseau de microfinance des pays arabes Sanabel a demandé à la Banque européenne d'investissement de préparer cette étude, qui fera l'objet d'un débat à la conférence de la FEMIP « Microfinance en Méditerranée : quel impact ? » à Tunis en mai 2008. L'étude a été financée par le Fonds fiduciaire FEMIP et réalisée par Nodus Consultores en association avec l'Université de Salamanque.

Une grande partie des travaux empiriques récents a déjà fait l'objet d'une revue dans l'Economic Journal (2007) et d'autres publications<sup>3</sup>; l'objectif de la présente étude est de tirer des conclusions pertinentes pour la région méditerranéenne. En effet, en ce qui concerne l'évaluation d'impact, il s'agit de la première tentative d'une revue complète de toutes les évaluations effectuées dans la région. De nombreuses études provenant d'autres régions du monde, qui remontent aux années 1990, ont été publiées dans des journaux scientifiques et ont été abondamment commentées. Le travail d'évaluation d'impact dans les pays méditerranéens, cependant, est plus récent et n'a pas fait l'objet d'aussi larges débats. Une grande partie de ce travail relève du domaine des établissements de microfinance eux-mêmes plutôt que des journaux scientifiques et, en conséquence, cette étude va plus loin qu'une simple revue des publications universitaires. Pour avoir un aperçu de ces informations institutionnelles, une étude a été menée sur 53 IMF de la région et des discussions informelles ont été menées avec un certain nombre d'autres institutions.

#### 1.1 Objectifs de l'étude

Les objectifs précis de l'étude, tels qu'ils sont décrits dans les termes de référence, sont les suivants :

- Evaluer la littérature existante et comprendre les conclusions valides qui peuvent en être tirées sur l'impact économique et social de la microfinance, avec une attention particulière aux circonstances et questions particulières qui s'appliquent aux Pays partenaires méditerranéens;
- Enoncer les implications de l'analyse qui précède pour la conception et la mise en œuvre futures de l'évaluation de l'impact de la microfinance dans les Pays partenaires méditerranéens (en tenant compte des informations disponibles sur les outils et méthodes de suivi employés par les praticiens de la microfinance);
- Identifier et évaluer les lacunes de la littérature existante en termes de couverture géographique des Pays partenaires méditerranéens et de limitations méthodologiques et analytiques des études existantes;
- Récapituler les implications générales pour la conception et la mise en œuvre d'instruments de microfinance et
- Définir des options pour l'avenir de l'évaluation de l'impact de la microfinance dans les Pays partenaires méditerranéens.

#### 1.2 Contexte

Le secteur de la microfinance traverse une période d'expansion rapide. D'après la base de données Mix, le nombre d'emprunteurs dans le monde a augmenté entre

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Voir aussi la Banque mondiale (2008).



2004 et 2006 de plus de 20 % par an, tandis que le portefeuille brut de prêts a augmenté de plus de 40 %. Dans la région méditerranéenne, l'expansion du secteur a été encore plus rapide<sup>4</sup>, le nombre d'emprunteurs comme le portefeuille de prêts brut augmentant de plus de 43 % chaque année. Malgré tout, la microfinance reste relativement modeste, le montant total estimé des prêts en cours étant de l'ordre de 0,25 % du PIB dans les pays en développement et le taux de pénétration total voisin d'1 % (nombre de clients sur population totale des pays en développement), bien qu'il peut être nettement plus important dans certains pays.

Pour les partisans de la microfinance, son envergure limitée et ses faibles taux de pénétration constituent des indicateurs de possibilités futures. Pour que la microfinance réalise son potentiel de réduction de la pauvreté par la création d'entreprises et d'emplois et pour qu'elle contribue à la réalisation des Objectifs de développement du millénaire, elle doit poursuivre sa montée en puissance. Cette proposition soulève de nombreuses questions liées aux besoins futurs de subventions, qui jouent un rôle particulièrement important dans la région méditerranéenne, la nécessité de disposer d'une législation favorable et de procéder à une réforme de la réglementation et aux risques de « dérive de la mission » quand les IMF (institutions de microfinance) ciblent de plus en plus des objectifs commerciaux. Malgré ces incertitudes, la microfinance présente des caractéristiques très attrayantes. En tant qu'instrument de développement économique, elle propose une solution endogène ou, à tout le moins, une solution susceptible d'être assimilée rapidement après une période relativement brève d'appui externe. Une fois que l'IMF parvient à une position de viabilité financière, l'accès aux financements commerciaux permet un déploiement rapide du programme. En outre, s'il est bien ciblé, l'accès au financement évacue ce qui constituerait autrement une contrainte pour les micro-entrepreneurs et leur permet, par leur propre entreprise, d'augmenter leur revenu et réduire leur pauvreté. Il évite ainsi potentiellement de nombreux pièges de l'augmentation proportionnelle de l'aide, avec les contraintes corollaires de réduction des rendements et de frais de planification.

Le potentiel de la microfinance a toutefois probablement été exagéré. Malgré de nombreuses études traitant de l'impact social et économique de la microfinance, les preuves irréfutables restent insaisissables et les documents se multiplient qui expriment des doutes sur certaines des allégations les plus extravagantes des partisans de la microfinance. Non seulement cette réaction brutale souligne certaines des embûches de l'évaluation d'impact, mais elle exprime aussi des préoccupations plus profondes. Par exemple, « What's Wrong with Microfinance » (2007) soulève des questions sur les coûts de substitution et leurs impacts potentiellement dommageables; « Microfinance Banana skins » (2008) étudie les préoccupations qui se font jour dans le secteur concernant des questions de gouvernance et autres, tandis que « Finance for All » (2008) exprime des doutes sur l'utilisation de subventions pour soutenir le crédit au lieu d'instruments ne constituant pas des crédits tels que l'épargne et les systèmes de transfert de fonds.

#### 1.3 Plan du rapport

Le Chapitre 2 présente le contexte du secteur, en soulignant les principales leçons tirées des récentes publications universitaires empiriques. Les difficultés et problèmes liés aux études d'impact sont analysés au Chapitre 3. Le Chapitre 4 passe en revue les dix études d'impact identifiées dans la région méditerranéenne et en discute les résultats en les comparant à l'échantillon bien plus étendu des études d'impact dans le

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Des aspects essentiels des marchés de la microfinance ont été couverts dans le rapport de la BEI (2006a) sur le Maroc et dans le rapport de la BEI (2006b) portant sur l'Egypte, Gaza et la Cisjordanie, la Jordanie, le Liban et la Syrie.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Définie par Greeley (2004) comme une tendance de l'approche de marché à orienter la culture organisationnelle et la pratique opérationnelle au détriment de la mission de réduction de la pauvreté des IMF.



monde. A partir de ce corpus, le Chapitre 5 présente les options ouvertes au secteur, commente la conduite future des études d'impact et envisage les options en matière d'appui de la BEI. Les conclusions sont présentées au Chapitre 6.



## 2 Le secteur de la microfinance

La croissance du secteur de la microfinance a suscité un grand nombre d'études universitaires empiriques examinant divers aspects du secteur. Ces études ont des implications en matière de conception des programmes de microfinance ainsi que pour les questions plus larges liées à la structure et à la régulation du secteur. Ce chapitre examine les conclusions de la littérature qui sont pertinentes pour la situation dans la région méditerranéenne. Cet exposé met en contexte des questions plus précises relatives à l'évaluation de l'impact de la microfinance.

#### 2.1 Comment fonctionne la microfinance

Le raisonnement qui préside à l'intervention en microfinance repose sur l'échec des marchés financiers à fournir de manière adéquate des services aux pauvres et aux personnes marginalisées économiquement. Du fait de l'incapacité à faire exécuter des contrats, du manque d'information et des coûts de transaction élevés, les marchés sont inexistants ou ne parviennent pas à fournir le niveau de service requis.

Les coûts de transaction élevés sont souvent cités comme constituant un obstacle à une plus grande diffusion. Les IMF qui cherchent à couvrir leurs frais d'exploitation doivent répercuter le coût de la fourniture de prêts de faible montant dans des zones isolées sous la forme de taux d'intérêt élevés. Deux séries d'études empiriques suggèrent toutefois que cet obstacle pourrait ne pas être aussi grave qu'il y paraît. Premièrement, des études de cas au Sri Lanka et au Mexique montrent que les rendements des micro-entreprises sont généralement élevés et qu'il n'est pas rare d'observer des rendements supérieurs à 10 % par mois. Deuxièmement, des résultats provenant de Dhaka et d'Afrique du Sud suggèrent que l'élasticité de la demande de crédit est faible. Prises ensemble, ces conclusions suggèrent que des taux d'intérêt plus élevés ne constituent pas nécessairement un obstacle à la croissance d'une microfinance viable.

Différents types de défaillances du marché ont été largement examinés dans la littérature. Bester (1985) a discuté de l'utilisation des taux d'intérêts et de garanties comme des mécanismes de sélection en cas d'asymétrie de l'information. Dans le cas de la microfinance, il n'existe généralement pas de collatéral et lorsque les prêteurs ne parviennent pas à établir une distinction entre les entreprises à risque élevé et à faible risque, la tarification des prêts a tendance à décourager les projets à faible risque. Ce problème de sélection adverse peut signifier l'absence de prix d'équilibre et l'impossibilité pour le marché de fournir les services 12. Des coûts de transaction élevés tendent à accentuer le problème en relevant les taux d'intérêt au point de décourager

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Les récentes publications universitaires empiriques ont été commentées dans l'Economic Journal (2007) et le rapport de la Banque mondiale (2008).

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> DeMel, McKensie et Woodruff (2006)

<sup>8</sup> McKensie et Woodruff (2007)

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Dehejia, Montgommery et Morduch (2005)

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Karlan et Zinman (2007)

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Stiglitz et Weiss (1981) ont analysé une situation dans laquelle des prêteurs sont réticents à relever les taux d'intérêt en raison de soucis de sélection adverse, mais préfèrent maintenir des taux d'intérêt bas et rationner le crédit suivant des critères non tarifaires.



les projets à faible risque. En outre, lorsque des asymétries de l'information empêchent les prêteurs d'effectuer un suivi de l'emploi des prêts et lorsque l'exécution de contrat est déficiente, il s'ensuit des problèmes d'aléa moral, les prêts pouvant être détournés vers des utilisations où les taux de remboursement sont faibles.

La pratique du prêt de groupe a fourni un moyen commode de répondre aux défaillances du marché. Le modèle de groupe fournit un processus de sélection effectué de l'intérieur, par des personnes qui ont accès aux informations pertinentes concernant l'entreprise. Associé à la motivation d'un accès progressif à des prêts plus importants, la pression sociale au sein du groupe contribue également à assurer le remboursement. L'efficacité de ces mécanismes de motivation est évidente au vu des taux de remboursement élevé <sup>13</sup>.

#### 2.2 Implications pour la conception de programmes de microfinance

La diversité des programmes de microfinance, tant du fait de différences entre pays qu'entre IMF, rend difficile le transfert d'un modèle de prêt réussi d'un contexte à un autre. Les publications empiriques récentes soulignent toutefois un certain nombre de leçons générales sur la sélection et l'exécution. En outre, l'expérience de la conversion du modèle de prêt de groupe au prêt individuel est particulièrement pertinente dans le contexte méditerranéen. Le passage du prêt de groupe au prêt individuel, opéré par certaines IMF, fournit des indications intéressantes des avantages relatifs des deux modèles de prêt. L'expérience des Philippines 14 montre que le passage aux prêts individuels ne réduit pas les taux de remboursement des prêts préexistants et, en outre, que la conversion contribue de manière importante à la croissance, en attirant de nouveaux clients. Les résultats suggèrent que les clients potentiels sont dissuadés par la pression de leurs pairs dans le cadre du prêt de groupe et que les clients ayant des micro-entreprises à faible risque tendent à l'éviter en raison des risques supplémentaires qu'ils prendraient en prenant des engagements entraînant leur coresponsabilité.

La sélection et le suivi sont des aspects importants de la mise en œuvre du programme. Des observations en provenance du Pérou<sup>15</sup> confirment que la sélection en amont et le suivi en aval ont tous deux un impact important sur le succès. En outre, la même étude montre que le prêt de groupe est plus efficace lorsque les groupes sont constitués volontairement que lorsque le prêteur constitue les groupes de clients. Cela suggère que la sélection par les membres du groupe eux-mêmes joue un rôle important dans l'atténuation du risque. En outre, les résultats d'une étude menée en Thaïlande <sup>16</sup> suggèrent que cette sélection en amont est particulièrement appropriée dans les régions relativement aisées, alors que dans les communautés plus pauvres, l'aléa moral constitue le principal souci et il importe plus de se concentrer sur des sanctions informelles comme moyen d'imposer le remboursement.



<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> Un certain nombre d'études ont proposé des explications sur le mode de fonctionnement du prêt de groupe, en mettant l'accent sur les questions d'aléa moral (Stizlitz 1990), de sélection adverse (Ghatak 1999) et d'exécution de contrat (Besley et Coate (1995). Dans une étude récente sur le prêt de groupe en Thaïlande, Ahlin et Towshend (2007) ont conclu qu'à mesure que les marchés de la microfinance deviennent plus matures, le goulot d'étranglement a tendance à se déplacer de l'exécution du contrat à des problèmes plus subtils d'information et de sélection.

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Giné et Karlan (2006)

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Giné et al (2006)

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Ahlin et Townshend (2007)



#### 2.3 Au-delà du crédit aux micro-entreprises

#### 2.3.1 Epargne

Jusqu'à présent, la microfinance en Méditerranée s'est largement concentrée sur le crédit et, en particulier, l'appui aux micro-entreprises. Toutefois, les possibilités de fournir d'autres services de microfinance sont débattues et dans certains cas, les autorités de réglementation envisagent la transformation d'IMF en établissements bancaires. En conséquence, les indications empiriques données par la fourniture de services de microfinance autres que le crédit dans d'autres régions sont particulièrement pertinentes pour la région méditerranéenne.

Il existe de solides arguments économiques selon lesquelles les produits d'épargnes sont complémentaires du crédit<sup>17</sup> et, à certains égards, lui sont préférables, pour répondre aux besoins des pauvres. Les besoins des clients sont différents et le microcrédit ne constitue pas systématiquement le meilleur produit. Dercon (2008), par exemple, affirme que le risque pèse lourdement sur les ménages pauvres et les empêche d'investir dans des entreprises nouvelles et plus productives qui pourraient rompre le cycle de pauvreté et de faible croissance. Ces arguments économiques sont étayés par des preuves récentes qui montrent que la demande de crédit baisse lorsque l'épargne est disponible<sup>18</sup>. Cela étaye l'opinion selon laquelle le besoin sousjacent des clients est le lissage de la consommation, ou la réduction du risque, et selon laquelle le crédit constitue un substitut inadéquat à l'épargne pour répondre à ce besoin.

La protection des consommateurs constitue une préoccupation plus importante en matière de prise de dépôts qu'en matière de fourniture de crédit. C'est particulièrement le cas en Méditerranée, où la répartition des IMF comporte un grand nombre d'IMF relativement petites, ne disposant pas du capital requis pour obtenir le statut de banque et aux ressources limitées pour mettre en place ce qui constituerait une nouvelle gamme d'activités aux besoins opérationnels et managériaux tout à fait différents. En outre, pour des raisons historiques, l'implication de l'Etat sur la plupart des marchés financiers régionaux n'a pas favorisé l'entrée d'entités du secteur privé. En conséquence, malgré les arguments en sa faveur, le développement de la microépargne dans la région est confronté à des contraintes réglementaires et structurelles substantielles.

#### 2.3.2 Transferts et envois de fonds

Les coûts de transaction sont un facteur clef pour la quasi-totalité des activités de microfinance. Pour le micro-entrepreneur, posséder des liquidités peut constituer un risque significatif pour son entreprise et, pour les IMF, les décaissements et encaissements ont un impact important sur les coûts d'exploitation. En conséquence, les initiatives de réduction des coûts de transfert monétaire présentent des synergies pour l'ensemble des autres activités de microfinance.

Les nouvelles technologies réduisent le coût des transferts de fonds tant à l'intérieur des pays qu'au niveau international. Certains des principaux problèmes liés aux avantages potentiels de ces transferts de fonds et à l'importance des coûts de transaction sont décrits dans l'« Etude sur les moyens d'améliorer l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés vers les pays méditerranéens » de la BEI<sup>19</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Ahlin et Jiang (2007) présentent la théorie de l'équilibre sur le long terme, qui suggère que la durabilité des impacts du micro-crédit dépend de la facilitation simultanée de la micro-épargne.

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Ashraf et al (2006) <sup>19</sup> BEI (2005).



La littérature soutient l'idée selon laquelle la réduction des coûts de transaction enlèvera une contrainte qui pèse sur ces flux. Gibson et al (2006), par exemple, estiment qu'une réduction de 10 % de ces coûts augmenteraient les envois de fonds de 2 %. Il est clair que les réductions de coûts associées aux transferts de fonds par Internet ou par téléphone mobile peuvent dépasser largement les 10 %; ceci souligne le potentiel important à appuyer la facilitation de ces flux financiers. En outre, certaines indications en provenance du Salvador<sup>20</sup> démontrent que les envois de fonds à travers le système bancaire ont un impact positif sur la diffusion.

#### 2.3.3 Crédit à la consommation

Le crédit à la consommation constitue une part importante du secteur mondial de la microfinance. En Indonésie par exemple, il constitue jusqu'à 50 % du micro-crédit<sup>21</sup>. Il est important de le distinguer du prêt aux micro-entreprises, tant en termes d'impact social et économique qu'en termes de profil de risque. Le prêt aux entreprises, par exemple, a pour objectif de générer un nouveau revenu qui couvrira les remboursements, tandis que le crédit à la consommation repose sur une source de revenu préexistante. Toutefois, les avantages du crédit à la consommation ne doivent pas être sous-estimés ; Karlan et Zinman (2006) établissent un lien solide entre crédit à la consommation et bien-être des ménages. Un mélange de produits de crédit à la consommation et aux micro-entreprises pourrait constituer une solution économique pour les IMF, comme semblent le confirmer un certain nombre de cas en Méditerranée.

#### 2.3.4 Autres services hors crédit

La micro-assurance présente un attrait évident en offrant la possibilité de réduire le risque. Des études récentes attirent toutefois l'attention sur la réticence des clients à souscrire ces produits. Dans une étude de cas en Inde<sup>22</sup>, le taux de souscription des assurances contre la pluie était très faible et l'étude a souligné la difficulté à bien faire comprendre le produit aux clients et la défiance de ceux-ci due aux échecs de ce que les clients percevaient comme des produits similaires par le passé. Des expériences reliant l'assurance au crédit au Malawi<sup>23</sup> ont également eu un succès inférieur au crédit simple, même en prenant en compte le coût additionnel.

Par contraste avec le faible succès de l'assurance, des études montrent que les clients accordent une grande valeur aux services d'appoint. Il s'agit d'une large catégorie de services qui comprend les compétences de gestion et le conseil technique sur l'exploitation de micro-entreprises spécifiques. Deux études récentes menées par Karlan et Valdivia (2006) et Asraf et al (2007) confirment que les programmes qui incluent des services d'appoint sont plus efficaces en matière de fidélisation de la clientèle.

#### 2.4 Viabilité et coûts de substitution

L'objectif de nombreuses IMF est de devenir viable en s'assurant que les recettes couvrent les dépenses. Si la dépendance réduite vis-à-vis des subventions permet aux IMF de grandir et de toucher de nouveaux clients, elle s'accompagne de nouvelles pressions commerciales et de risques de dérive de la mission. Le débat est loin d'être réglé sur le fait de savoir si la viabilité sur une grande échelle est souhaitable ou même réalisable.

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Demiguc et al (2007)

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Johnson et Morduch (2007)

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> Giné, Townshend et Vickery (2007)

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Giné et Yang (2007)



Deux récents articles d'Aremdariaz et al (2005) et de Cull et al (2007) montrent que de nombreuses IMF, surtout les plus petites, restent dépendantes des subventions. Sur un échantillon de 124 IMF dans 49 pays, la moitié seulement de ce qui constitue probablement les IMF les plus économiques au monde sont viables et autonomes.

Cela soulève deux problèmes particulièrement pertinents dans le contexte régional. Premièrement, de nombreuses IMF sont trop petites pour bénéficier d'économies d'échelle. Dans la région méditerranéenne, le manque d'expertise et de ressources explique en partie le fait que de nombreuses IMF sont incapables d'entreprendre une analyse d'impact. Deuxièmement, de nombreuses IMF qui se concentrent explicitement sur le service aux pauvres s'appuient sur une forme de subvention ou une autre. Certaines sont des organisations caritatives et d'autres, surtout dans la région méditerranéenne, reçoivent des subventions de l'Etat visant à la réalisation d'objectifs sociaux (des subventions implicites existent aussi lorsque les IMF sont structurées de manière à ne pas avoir besoin de réaliser un rendement du capital). Ces subventions ont un coût d'opportunité; pour le secteur, l'intérêt relatif d'appuyer le micro-crédit plutôt que des services financiers autres que le crédit (tels que l'épargne et le développement de systèmes de transfert de fonds) constitue un élément critique, de même que la justification de la subvention à la microfinance par opposition à la fourniture aux pauvres de services tels que soins de santé, éducation et infrastructures.

Ce concept de coût d'opportunité, qui est central dans l'analyse coût/avantage des projets d'investissement, est généralement absent de l'évaluation de l'impact de la microfinance. La première étape de l'analyse coût/avantage consiste à demander quelles sont les alternatives par rapport auxquelles le projet doit être évalué. Toutefois, l'analyse d'impact de la microfinance n'évalue pas le coût d'opportunité et n'identifie et n'évalue pas non plus les alternatives. Elle compare implicitement la microfinance à un scénario d'action nulle, ce qui revient à fixer un niveau d'acceptabilité très bas<sup>24</sup>.

En effet, à moyen terme, l'utilisation des subventions octroyées à la microfinance a un coût d'opportunité réel et leur justification constitue un problème clé pour le secteur. Toutefois, dans quelques cas, les alternatives pour toucher les pauvres sont limitées. Les investissements dans la santé, l'éducation et les infrastructures sont soumis à leurs propres contraintes et la microfinance pourrait fournir l'une des rares opportunités pour cibler des objectifs sociaux et économiques spécifiques à court terme. Dans ces cas, on peut soutenir que le scénario d'action nulle constitue la seule alternative réaliste.





# 3 Méthodes et problèmes des études d'impact

Le choix de la méthode expérimentale joue un rôle important dans la détermination du coût des études d'impact et la validité des conclusions qui peuvent en être tirées. Dans la pratique, des compromis sont souvent faits dans la conception expérimentale et l'utilisation de groupes de contrôle. La plupart des études d'impact peuvent être décrites comme quasi-expérimentales et visent à tirer des conclusions des différences entre des groupes disparates de par leur situation ou les traitements appliqués. Les études qui utilisent des méthodes non expérimentales et des données non aléatoires sont inévitablement confrontées à des critiques sur la validité de leurs conclusions. Le présent chapitre décrit les principales difficultés de la conduite des études d'impact et les outils qui ont été mis au point pour résoudre ces problèmes.

#### 3.1 Les défis de l'évaluation de l'impact économique et social

La phase plus mature du développement du marché pose de nouveaux problèmes d'intervention. A de nombreux égards, les questions relatives au meilleur moyen de procéder sur un marché en croissance sont plus complexes que celles qui se posent en phase de démarrage. Les gouvernements et les donateurs doivent prendre des décisions délicates sur le moment à choisir pour se retirer d'IMF viables et sur la nécessité de fournir un appui supplémentaire pour accéder à de nouvelles régions ou passer à de nouveaux produits, ainsi que sur la réglementation à appliquer. Ces développements du marché soulèvent une foule de nouvelles questions pour les études d'impact. Dans leur récent article, Karlan et Goldberg (2007) présentent 21 questions non résolues concernant l'analyse d'impact, réparties dans neuf catégories. Face à une telle litanie de problèmes, il est à craindre que l'analyse d'impact soit tout simplement incapable de satisfaire les attentes.

La concurrence et l'autonomie financière croissante impliquent que les IMF ont de plus en plus besoin de données sur le marché et les clients<sup>25</sup>. Dans le même temps, l'on perçoit une pression croissante à apporter la preuve d'avantages économiques et sociaux. Le secteur de la microfinance n'est pas seul dans ce cas et une attention croissante est accordée à l'évaluation de l'impact social et environnemental dans d'autres secteurs de l'économie. Pour les grands projets industriels par exemple, ces évaluations entrent dans le processus de validation de la planification.

Au-delà de cette tendance générale, les études d'impact dans le contexte de la microfinance sont confrontées à un certain nombre de défis spécifiques. Les résultats antérieurs peuvent être décrits, au mieux, comme une réussite partielle et les études d'impact à ce jour ne sont pas parvenues à établir de preuves convaincantes. Le coût de l'évaluation constitue un poste potentiellement important pour les IMF qui poursuivent des objectifs commerciaux. En outre, il n'est pas certain que les études d'impact actuelles répondent à l'évolution des besoins du secteur. Ces problèmes sont dus, au moins en partie, à la difficulté de conduire des évaluations dans un contexte d'objectifs multiples.

Les différents groupes de parties intéressées ont des besoins et des attentes différents en matière d'évaluation d'impact. Les publications établissent couramment une distinction entre deux groupes de parties intéressées. Les donateurs et décideurs

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> Dans certains cas, la quantité d'informations détaillées publiées par les IMF sur les clients dépasse de loin ce que l'on attendrait d'une société privée typique opérant dans tout autre secteur de l'économie.



politiques ont besoin de la preuve que le programme de microfinance a le résultat souhaité, ce qui peut constituer une condition de maintien de l'appui au programme ou de l'application d'un modèle similaire ailleurs. Les praticiens, quant à eux, tendent à se concentrer plutôt sur des questions susceptibles d'affecter l'exploitation de l'activité et veulent tirer des leçons qui amélioreront l'offre aux clients, leur fidélisation, le taux de recouvrement, etc. L'évaluation d'impact est également considérée, dans certains cas, comme faisant partie intégrée de la gouvernance de l'IMF, avec des implications en matière de suivi de la performance sociale et de définition des politiques et de la stratégie de l'IMF.

En outre, l'accès à de nouvelles sources de financement introduit de nouvelles parties intéressées qui ont leurs propres besoins d'évaluation d'impact, quoique sous une forme différente. Les investisseurs socialement responsables, qui constituent une part importante des flux de capitaux internationaux à destination du secteur, sont intéressés par les impacts sociaux et économiques, tout comme les agences de notation de la microfinance. A long terme, la réalisation d'objectifs sociaux confère de la légitimité à l'IMF, ce qui affecte en définitive son permis d'exploitation et son risque économique. Ces préoccupations plus larges sont partagées par les gouvernements et organismes de réglementation ainsi que par les investisseurs.

#### 3.2 Méthodes et outils d'analyse d'impact

Les méthodes d'évaluation de l'impact ont adopté des techniques différentes pour répondre aux problèmes fondamentaux i) d'établissement d'un groupe de contrôle par rapport auquel l'impact est mesuré, ii) d'attribution de l'impact à la microfinance, par opposition à d'autres différences de l'environnement et iii) de détermination de l'importance stratégique du changement. Ces problèmes sont encore exacerbés par un biais de sélection résultant de la tendance naturelle d'une entité de microfinance à être attirée vers les clients présentant l'esprit d'entreprise le plus marqué, et inversement. Les problèmes méthodologiques généraux ont été examinés dans plusieurs publications (voir SEEP, 2000, Karlan, 2001, Goldberg, 2005, Khandker, 2005 et Karlan et Goldberg, 2007) et certains des points essentiels sont détaillés en Annexe II.

#### 3.2.1 Outils d'évaluation de l'impact

Une grande partie des informations de base nécessaires à l'évaluation de l'impact social et économique de la microfinance fait également partie du système de gestion de l'information de l'IMF. Des informations sur les niveaux de revenu des clients, par exemple, sont nécessaires pour évaluer la réduction de la pauvreté, mais constituent également des critères importants en matière de prise de décision sur la taille des prêts et d'autres éléments des services de microfinance offerts aux clients. En outre, bien qu'il n'existe pas deux IMF identiques, leur besoin commun d'informations sur les clients et le marché a justifié l'élaboration d'outils d'évaluation normalisés, qui peuvent être adaptés aux situations locales particulières. Ces outils, qui se composent de questionnaires et de méthodes d'évaluation, ont été conçus pour répondre aux besoins des IMF de disposer à moindre coût d'informations sur le marché et pour fournir une base de justification sociale et économique plus générale des programmes de microfinance.

Le premier ensemble d'outils d'évaluation a été lancé dans le cadre du projet AIMS (Assessing the Impact of Microenterprise Services – Evaluation de l'impact des services aux microentreprises) exécuté par USAID en 1995. Bien que les rapports dans le cadre du projet AIMS remontent à plus de 15 ans, ils restent la référence la

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Sanabel coordonne un projet de gestion de la performance sociale dans la région, financé par Oxfam Novib, en coopération avec MFC en tant que fournisseur d'assistance technique.



plus substantielle au monde en matière d'évaluation de l'impact de la microfinance. Cinq outils ont été proposés, qui comprennent des méthodes quantitatives et qualitatives (SEEP, 2000): étude d'impact, étude de sortie des clients, analyse de l'utilisation des prêts, des services et de l'épargne au fil du temps, enquête de satisfaction de la clientèle et analyse d'autonomisation des clients. En ce qui concerne l'étude d'impact, qui constitue la base de l'évaluation d'impact, la proposition d'AIMS consiste à utiliser une comparaison avec un groupe de contrôle constitué de clients entrants. Les études sont validées statistiquement, mais en général, aucun autre instrument économétrique n'est appliqué.

Deux groupes d'intérêt sollicitent des réactions qualitatives de client sur la satisfaction retirée des services de microfinance fournis ainsi que sur des questions plus complexes liées à l'autonomisation des clients. Afin d'éviter le biais dit de fongibilité, c'est-à-dire la possibilité que le crédit fourni par l'IMF ne soit pas employé pour l'intention productive déclarée et, en conséquence, qu'aucun impact ne soit perçu au niveau de l'entreprise, le projet AIMS s'est concentré sur le client et son entreprise dans le contexte du ménage et a élaboré le concept de « modèle de portefeuille économique du ménage » (Household Economic Portfolio model). Le projet AIMS propose une méthodologie de milieu de gamme, qui coûte moins cher que les méthodes scientifiques utilisées dans la recherche universitaire. Cette méthodologie est destinée aux praticiens de la microfinance qui effectuent périodiquement des études d'impact, afin de soutenir le développement de leurs activités. Dans cette perspective, elle inclut également des aspects d'étude de marché.

La méthodologie IKM (*Impact, Knowledge, Market* – impact, connaissance, marché), élaborée par Planet Finance et particulièrement présente dans la région méditerranéenne, utilise également une combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives. Des études traitent de l'impact sur les clients et des informations sur le revenu et les caractéristiques des ménages, la satisfaction des clients, l'analyse de la demande du marché, existante et potentielle et le suivi des abandons. Des outils qualitatifs se fondent sur des groupes d'intérêt et une évaluation rapide participative. Une caractéristique spécifique à la méthodologie IKM est l'appui, en phase de planification et de conception, à l'identification des problèmes clés que l'IMF veut résoudre et la définition du contexte institutionnel et de marché dans lequel s'inscrit l'évaluation. La méthode IKM figure également parmi les méthodologies de milieu de gamme et l'orientation globale des rapports est la même que pour le projet AIMS. La principale différence est que la méthode IKM comporte une partie consacrée à l'étude de marché, intitulée « Utilisation des services financiers et accès à ceux-ci » (« *Financial services use and access* »).

#### 3.2.2 Outils d'évaluation de la performance sociale

Pour les IMF qui ont une mission sociale, il existe des questions plus larges, liées au contexte social, qui dépassent l'évaluation des impacts sociaux et économiques directs. Ces questions comprennent la gouvernance de l'IMF elle-même (audit de la performance sociale), sa déclaration de mission et sa capacité de mise en œuvre (ressources humaines) ainsi que l'évaluation des impacts sociaux indirects, au-delà de la clientèle. Les outils d'Evaluation de la performance sociale (EPS) qui traitent de ces questions se fondent sur des indicateurs relativement simples et peu onéreux, qui peuvent être adaptés aux besoins particuliers de l'IMF. L'EPS satisfait potentiellement bon nombre des exigences<sup>27</sup> de l'évaluation de l'impact social. De ce fait, l'EPS pourrait, dans certains cas, offrir une alternative à faible coût aux études d'impact.

Un certain nombre d'outils d'EPS, qui comprennent des approches et des priorités diverses, ont été mis au point et testés ces dernières années<sup>28</sup>. Une initiative du

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Certaines d'entre elles adopteraient l'optique selon laquelle la microfinance est le précurseur d'un système financier plus large et plus profond, dont les effets sociaux sont mieux compris.
<sup>28</sup> Décrit par le CGAP (2007).



CGAP, de la Fondation Ford et de la Fondation Argidius en 2005 a entraîné la formation du Groupe de travail sur la performance sociale (*Social Performance Task Force*), chargé de parvenir à une compréhension commune des leçons tirées de ce travail et d'essayer de fixer des normes pour le secteur. Plusieurs de ces approches sont à présent en cours d'évaluation par le biais d'enquêtes auprès des utilisateurs.

Par exemple, l'outil CERISE évalue les intentions et actions de l'IMF en se concentrant sur les systèmes internes et le processus d'organisation, afin de déterminer si l'institution a mis en place les moyens d'atteindre ses objectifs sociaux. Un autre outil, l'indice de sortie de la pauvreté (*Progress out of Poverty Index*) se concentre sur l'évaluation au niveau du client, en mesurant les variations des résultats liés à la pauvreté. Enfin, l'outil de notation sociale de M-CRIL vise à évaluer la probabilité de réalisation de sa mission sociale par une IMF, conformément à des valeurs sociales admises.

#### 3.3 Considérations de coût

Le coût de l'évaluation de l'impact de la microfinance varie largement, tant en termes de coût financier que de temps nécessaire à l'établissement d'une base de référence et à l'évaluation des variations. Les études d'impact ne révèlent généralement pas leur coût et aucune enquête précise n'a encore été menée sur le coût des études d'impact. Hulme (1997) a donné des indications de la large fourchette de coûts possibles, qui peuvent varier de quelques dizaines de milliers, pour une enquête de terrain limitée, à plusieurs millions pour une évaluation scientifique complète. Cette large fourchette reste pertinente aujourd'hui.

Dans certains cas, les coûts sont supportés par des institutions de microfinance. Par exemple, une enquête sur la clientèle à échelle réduite, avec une méthodologie de rappel en l'absence de base de référence, utilisant la triangulation pour vérifier l'efficacité, peut être menée par le personnel de terrain de l'IMF. Des études à budget modéré ont généralement recours à diverses techniques comprenant des éléments d'analyse qualitative et quantitative. Cette approche mixte est largement acceptée. En outre, il existe des liens importants entre le suivi au niveau du programme et l'étude d'impact elle-même.

Tableau 3.1 Récapitulatif des outils d'évaluation

Outils	Description		
Outils d'évaluation de l'impact			
AIMS	5 outils associant des méthodes quantitatives et qualitatives		
IKM	Méthodologie d'évaluation quantitative et qualitative et méthodologie de planification de la recherche		
Outils de performance sociale			
CERISE	Evaluation des intentions et actions de l'IMF		
EPS	Utilisation d'informations financières et sur les clients comme des approximations des indicateurs de la performance sociale		
ACCION SOCIAL	Evaluation sociale complète avec validation par des études externes et d'autres données secondaires		
Progress out of Poverty Index	Approche de fiche de notation peu onéreuse, pour l'évaluation de la pauvreté et le suivi des variations		
FINCA	Outil complet comprenant: données sur les prêts, dépenses des ménages, mesures sociales, etc.		
Outils de notation sociale			



Notation sociale M-CRIL	Couvre les systèmes d'organisation et les résultats, pour une évaluation de l'efficacité à satisfaire les besoins des clients et inclure les pauvres.		
Notation sociale Microfinanza	Deux outils d'évaluation du succès de l'institution à remplir sa mission sociale en termes de fourniture de services et d'accès aux pauvres.		
Notation Planet	Evaluation reposant intégralement sur les informations disponibles au niveau de l'IMF.		

Des évaluations d'impact d'une complexité modérée bénéficient de l'appui de gouvernements, de donateurs et de sources commerciales. Elles font appel à l'analyse statistique pour examiner des échantillons de quelques milliers de ménages. Dans de nombreux cas, elles mènent des séries d'entretiens récurrentes, afin d'effectuer un suivi de la performance dans le temps. Les études les plus complexes ont visé à « prouver » le niveau d'impact avec des niveaux de fiabilité élevés et ont ciblé un public de décideurs et de chercheurs. Les recherches dans le cadre de ces études se sont poursuivies sur une période de plus de 5 ans, comprenant trois séries d'entretiens avec un échantillon de plus de 10 000 ménages<sup>29</sup>.

De plus, le coût ne constitue pas une indication de qualité. Bien que les approches à échelle réduite aient fourni des indications pratiques utiles, il existe également des cas où des études beaucoup plus onéreuses ne sont pas parvenues à atteindre les objectifs prévus, en raison de défauts de conception<sup>30</sup>. Les études qualitatives/participatives ne sont pas nécessairement bon marché et leur qualité est tributaire de celle des chercheurs. Il est toutefois évident que des études « scientifiques » de grande qualité, comportant des dispositifs de contrôle et d'analyse rigoureux, ne peuvent pas être réalisées avec un petit budget.

#### 3.3.1 Autres approches possibles

Le coût et la difficulté de la réalisation d'une évaluation d'impact complète ont amené à envisager une approche alternative, visant à identifier des approximations valides de l'impact. Cette approche implique de manière inévitable une concentration sur les institutions qui fournissent le service (Otero et Rhyne 1994) plutôt que sur les clients eux-mêmes. Par exemple, la preuve de la disposition des clients à acheter le service suggère qu'il répond à un besoin et génère une valeur économique. Des taux de remboursement élevés et des arriérés modérés sont des indicateurs d'une forte disposition à payer. Ces approximations présentent toutefois des inconvénients. La perte de clients, par exemple, peut être due à l'échec du produit à répondre aux besoins sous-jacents ou refléter une évolution de la situation du client due à des facteurs échappant au champ d'application du programme de microfinance. Si le taux d'intérêt est subventionné, la disposition des clients à rembourser peut être inférieure au coût de fourniture du service. En outre, ces approximations ne peuvent pas estimer l'amplitude de l'impact, les effets à l'intérieur du ménage ne sont pas appréhendés et les impacts sur le développement à long terme et les avantages en termes de réduction de la pauvreté ne sont pas mesurés.

#### 3.3.2 Rapport coût/efficacité

Le rapport coût/efficacité des évaluations d'impact plus sophistiquées, visant à convaincre ou influencer les gouvernements et les donateurs, n'a fait l'objet d'aucune analyse formelle. Le coût de ces études peut être relativement élevé, mais il n'est pas possible d'estimer si une étude moins coûteuse aurait produit le même résultat. En conséquence, les allocations budgétaires à ce type d'évaluation d'impact reposent dans une large mesure sur le jugement.

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> Hulme op.cit.



Cependant, les avantages d'études d'impact à moindre échelle pour l'IMF sont plus tangibles. Les enquêtes sur la clientèle, par exemple, peuvent avoir des impacts financiers mesurables si elles entraînent un changement de conception de l'exploitation. Cette question a été traitée par Copestake (2004) dans une étude des évaluations de la performance sociale portant sur un échantillon de quatre IMF en Afrique, en Amérique Latine et en Europe de l'Est<sup>31</sup>. Les institutions ont des tailles très variables et sont confrontées à des conjonctures diverses. En conséquence, il n'est pas possible de généraliser sur ce qui constitue un niveau raisonnable de dépenses d'évaluation pour une IMF donnée. Trois des quatre cas cités ont toutefois indiqué que les coûts d'évaluation étaient couverts par les économies financières induites pour les IMF. En particulier, le principal avantage a été attribué à la réduction des taux de perte des clients<sup>32</sup>. Il reste néanmoins incertain que l'étude de marché soit à même d'apporter à l'IMF des avantages comparables à moindre coût.

#### 3.4 Pratiques d'excellence actuelles

Une évaluation de pointe de l'impact est définie par la reconnaissance de l'ensemble des problèmes méthodologiques et l'application de solutions appropriées. L'étude idéale serait une étude qui identifierait la relation de cause à effet à partir de théories économiques et sociales, mesurerait avec exactitude ces causes et ces effets, appliquerait une analyse hypothétique qui isolerait les effets de la microfinance des autres modifications, prendrait en considération les questions d'autosélection et calculerait l'importance statistique des impacts.

Si l'on prend en compte ces facteurs, l'étude d'impact la plus rigoureuse reposerait sur la dérivation de l'hypothèse vérifiable de la théorie économique et sur l'application à des échantillons aléatoires de techniques de données recueillies au moyen d'un panel. Les données recueillies au moyen d'un panel permettent au chercheur d'obtenir une importance statistique pour les évolutions de la tendance et les comparaisons avec des groupes de contrôle naturels, tout en effectuant un contrôle visant à identifier les changements d'autres variables afin d'isoler les effets de la microfinance. La distorsion liée à l'autosélection ne constitue pas un problème si l'échantillon est sélectionné de manière aléatoire et non parmi les clients (et non-clients) d'une certaine institution de microfinance mais parmi les habitants de la région où opère l'institution. Cette caractéristique, avec la nécessité de procéder à des enquêtes récurrentes et d'utiliser des échantillons larges, augmente le coût des techniques de données recueillies au moyen d'un panel et met cette technique hors de la portée de nombreuses IMF. C'est indubitablement la raison pour laquelle si peu d'études d'impact se fondent sur de telles données, malgré leurs avantages méthodologiques manifestes.

<sup>31</sup> SEF (Afrique du Sud), Prizma (Bosnie-Herzégovine), Covelo (Honduras) et Finrural (Bolivie)

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup> En particulier, Woller (2004), dans une étude sur Prizma en Bosnie Herzégovine, démontre que l'IMF pourra récupérer les 40 000 USD de coûts de développement et de mise en œuvre de son système de gestion de la performance sociale en fidélisant seulement 2,2 % de clients en plus.



# 4 Impact sur la région méditerranéenne et le reste du monde

La majorité des études d'impact existantes se sont concentrées sur des programmes de microfinance en place depuis longtemps en Asie, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. En particulier, les activités de la Grameen Bank au Bangladesh et l'activité de USAID en Amérique latine ont fait l'objet de nombreuses évaluations approfondies qui ont mené le débat sur l'impact de la microfinance. Alors qu'un certain nombre d'études ont examiné ces publications, l'enquête décrite dans ce chapitre est la première à effectuer une présentation complète des études d'impact réalisées dans la région méditerranéenne. L'impact dans la région est comparé à l'expérience d'autres parties du monde.

#### 4.1 Echantillon et méthodologie

Un échantillon initial de 34 études d'impact a été sélectionné pour obtenir une large couverture géographique et analyser différents produits de microfinance et méthodologies. Un soin particulier a été apporté à l'incorporation d'autant d'études que possible en provenance de la région méditerranéenne, ce qui a amené à inclure dans l'échantillon initial 10 rapports qui se concentraient sur des institutions de la région.

Les résultats présentés dans ce chapitre se fondent sur un échantillon réduit d'études satisfaisant à deux critères méthodologiques. Premièrement, les études doivent pouvoir isoler les effets attribuables à la microfinance des effets dus à d'autres facteurs présents dans l'environnement économique. Deuxièmement, elles doivent estimer l'importance statistique des impacts. Ces critères de sélection offrent un meilleur niveau de cohérence et permettent d'accorder une plus grande confiance aux résultats. Cela réduit l'échantillon à 22 rapports dans le monde (voir Annexe I) et cinq dans la région méditerranéenne (voir Tableau 4.1). D'autres problèmes de méthodologie (tels que les biais liés au signalement ou à la sélection) limitent également la validité de bon nombre des études mais n'ont pas été considérés comme constituant des critères d'exclusion 33.

Afin d'obtenir un aperçu complet de l'évaluation de l'impact dans la région méditerranéenne et de comprendre la perspective régionale, un questionnaire a été adressé à 53 membres de Sanabel. 25 réponses ont été reçues, ce qui montre un intérêt manifeste pour la conduite d'études d'impacts. Environ la moitié des membres ayant répondu ont déjà mené une étude d'impact. Pour l'autre moitié, le coût de ces études et l'absence d'expertise spécifique sont perçus comme constituant des obstacles majeurs.

De nombreuses IMF indiquent que les études d'impact pourraient les aider à améliorer leur activité. Les études menées par des IMF tendent à se concentrer sur l'étude de marché. En outre, certaines réponses tendent à suggérer que l'évaluation d'impact est

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> Il serait trompeur de présenter les résultats des études comme constituant le fruit de la recherche économique normale. Beaucoup d'études n'ont pas été soumises au processus de revue par des pairs qu'implique une publication universitaire. Les conclusions se fondent généralement sur des corrélations sans référence à une théorie économique sous-jacente et la causalité peut donc être contestée. En outre, les données peuvent être affectées par une distorsion et la validité des résultats quantitatifs est faible, dans certains cas, en raison de la petite taille de l'échantillon et de problèmes méthodologiques. Ces limitations imposent d'interpréter les résultats avec prudence.



imposée par les donateurs ou d'autres parties intéressées comme condition implicite ou explicite de leur appui financier.

L'informatisation des informations collectées par les IMF semble généralement élevée. Il existe toutefois moins de centralisation des données et l'utilisation des ordinateurs se fait parallèlement à des méthodes de stockage d'information traditionnelles. Les IMF collectent des informations sur les profils des clients, les entreprises, les ménages et les services auxquels ils ont accès. Les conditions de vie des clients, qui constituent le point focal de l'évaluation d'impact, représentent toutefois les variables les moins étudiées. En tout état de cause, les bases de données de clients des IMF ne suffisent généralement pas pour effectuer une étude d'impact valide car, dans la plupart des cas, elles ne permettent pas d'effectuer des comparaisons hypothétiques et ne comprennent pas de mesures visant à résoudre le biais de sélection.

Tableau 4.1 Utilisation des outils d'évaluation d'impact dans les p	ave partonairee méditorranéene

Etude	Financement	Outils utilisés	Incl.
Egypte - FDF	Donateur (UNICEF)	Avant et après, groupe de contrôle et évaluation qualitative	Non
Maroc - FONDEP	IMF	Outil d'évaluation de la pauvreté CGAP, GRET	Non
Maroc - Planet Finance	Donateur (Planet Finance)	IKM	Oui
Maroc – Al Amana	IMF	AIMS – SEEP	Oui
Maroc - Zakoura	Donateur (PNUD)	AIMS – SEEP	Oui
Jordanie - Planet Finance	Donateur (AFD)	IKM	Oui
Territoires palestiniens	Donateur (Harvard University)	Revue qualitative	Non
Territoires palestiniens - ASALA	Donateur (Oxfam)	IKM	Non
Territoires palestiniens - UNRWA	IMF	IKM	Oui
Tunisie - ENDA	IMF et donateur	AIMS - SEEP	Non

#### 4.2 Aperçu des impacts dans le monde entier

Les conclusions présentées dans cette section portent sur le monde entier, pays méditerranéens compris. Elles constituent une base de comparaison avec l'impact observé spécifiquement dans la région méditerranéenne. Les résultats font référence à l'impact du micro-crédit et non de la microfinance dans un sens large, car la quasitotalité des rapports envisagent spécifiquement l'aspect de crédit des programmes des IMF. Bien que certains rapports prétendent analyser l'impact des services de microfinance en général, le plan d'échantillonnage et les impacts mesurés dans la quasi-totalité des cas ne s'appliquent qu'au crédit.

Les impacts sont analysés aux niveaux individuel, des ménages et de l'entreprise.

#### 4.2.1 Impacts au niveau individuel

Cinq rapports seulement examinent l'impact au niveau individuel et ils ne prennent en considération que deux ou trois variables. La moitié environ des rapports ne conclut à aucune preuve d'impact à ce niveau. Tous les rapports qui mesurent l'autonomisation des femmes observent toutefois un impact manifeste, qui entraîne une plus grande autonomie et un pouvoir de prise de décision accru au sein du ménage ; deux rapports relèvent un impact négatif sur le stress des clients.



#### 4.2.2 Impacts au niveau des ménages

Tous les rapports examinent l'impact du crédit au niveau du ménage ; il s'en dégage un large consensus sur un certain nombre de résultats tangibles : Un impact positif sur le revenu des ménages (13 rapports sur 17), l'amélioration de l'habitat (8 rapports sur 13) et l'augmentation des dépenses alimentaires (7 rapports sur 10). En outre, il existe une foule de preuves d'impact plus détaillées, émanant d'études axées sur des situations locales spécifiques. Ces résultats ne sont pas corroborés par un aussi grand nombre d'études, mais renforcent les indications quant aux gains pour les ménages.

L'impact sur la réduction de la pauvreté a été étudié par Morduch et Haley (2002); deux des rapports étudiés ici concluent à un impact plus substantiel sur la pauvreté pour les ménages à faible revenu<sup>34</sup>. Aroca (2002) rend compte d'un impact plus favorable sur le revenu pour les clients de banques que pour les ONG. Des preuves en provenance d'Inde<sup>35</sup> indiquent que les améliorations du revenu sont plus importantes pour les clients qui le tirent du commerce tandis qu'en Bolivie<sup>36</sup>, les clients qui ont des entreprises non agricoles ont vu leur revenu augmenter de manière plus sensible.

En ce qui concerne l'impact du micro-crédit sur l'épargne des ménages, les études rapportent des conclusions diverses ainsi qu'un certain nombre de problèmes méthodologiques. Certains rapports soulignent une évolution positive de l'épargne, tandis que d'autres concluent à l'absence d'impact significatif et deux rapports établissent un impact négatif, arguant que les clients ont utilisé leur épargne pour rembourser les prêts. Le rapport de Chen et Snodgrass (2001), en Inde, est le seul à évaluer l'impact de l'épargne et pas seulement du crédit. Les résultats montrent que l'épargne a un impact plus important sur les ménages pauvres particulièrement vulnérables aux chocs économiques. Pour ces ménages, l'épargne semble constituer un outil de gestion des crises plus efficace que le crédit.

La capacité des ménages à réagir aux chocs économiques a également été examinée par Dunn et Arbukle (2001), qui ont établi que les ménages qui recevaient un microcrédit risquaient plus de réagir aux chocs en réduisant leurs actifs productifs. Avec des niveaux de revenu déjà bas, les pauvres disposent de moins d'options pour faire face aux chocs tout en continuant à rembourser leurs prêts. Cet argument est encore renforcé par Mosley (1999) en Bolivie, qui établit que les individus plus pauvres risquent plus de choisir des stratégies de réaction qui réduisent les perspectives de revenu à long terme du ménage, en raison de leur aversion pour le risque et de l'absence d'alternatives.

L'impact sur l'inscription dans les écoles a été positif dans 6 sur 11 rapports mesurant cette variable, un rapport concluant à un impact négatif. En outre, certains rapports, en particulier Khandker (2005) au Bangladesh et Mknelly et Lippold (1998) au Mali, suggèrent que le micro-crédit à destination des femmes se traduit par une plus large contribution au bien-être du ménage.

#### 4.2.3 Impacts au niveau des entreprises

Tous les rapports sélectionnés traitent de variables liées au niveau de l'entreprise ; le résultat le plus sensible est un impact positif sur le chiffre d'affaires et le bénéfice de l'entreprise, établi par neuf rapports sur les 12. Le crédit permet généralement aux entrepreneurs d'augmenter leur fonds de roulement, qui constitue souvent le goulot d'étranglement pour les ventes.

L'impact sur l'emploi est plus difficile à évaluer, car toute modification de la charge de travail est généralement absorbée par le propriétaire ou par des travailleurs non rémunérés membres de sa famille. Certaines études concluent à l'absence d'impact

<sup>36</sup> Mosley (1999)

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup> Mosley (1999) en Bolivie et Khandker (2005) au Bangladesh

<sup>35</sup> Chen et Snodgrass (2001)



significatif, tandis que, dans les rapports qui font état d'un impact, celui-ci porte sur le nombre d'heures travaillées et non le nombre d'employés. Mosley (1999), en Bolivie, soutient que dans les ménages moins pauvres, l'impact du micro-crédit augmente l'emploi, tandis que les ménages à faible revenu sont plus réticents à engager des employés et absorbent généralement toute augmentation de la charge de travail.

Deux rapports concluent à un impact positif sur l'accumulation d'actifs. Mosley (1999), dans une étude sur la Bolivie et Dunn (2001) au Pérou établissent une corrélation positive entre la richesse et un impact croissant sur les immobilisations au fil du temps. Toutefois, sept rapports sur dix concluent à l'absence d'impact significatif sur les immobilisations, ce qui est en conformité avec les besoins plus immédiats de fonds de roulement et l'opinion selon laquelle un délai plus long serait nécessaire pour que l'augmentation de la rentabilité se traduise en immobilisations.

Pour le reste des variables analysées, un impact positif est perçu dans certaines études en termes d'accès au marché, de diversification des revenus, de relation avec d'autres entreprises (fournisseurs surtout), de niveau de professionnalisme (meilleure comptabilité et séparation des budgets du ménage et de l'entreprise), de développement de l'entreprise (diversification des produits, transformation des produits et augmentation de la productivité). Ces résultats ne doivent toutefois être considérés que comme des impacts suggérés, les informations ne suffisant pas à établir des conclusions irréfutables.

#### 4.2.4 Facteurs d'influence

Beaucoup d'auteurs reconnaissent l'influence du contexte du pays dans l'impact qu'ont eu les résultats, bien que ces facteurs n'aient pas été intégrés dans l'analyse, mais plutôt indiqués comme une explication possible des résultats de l'impact. Un environnement inflationniste, des périodes de dépression économique, des périodes d'instabilité politique ou de reconstruction après une guerre sont cités comme de tels facteurs dans les rapports sur le Pérou, Haïti ou la Bosnie Herzégovine, entre autres.

Ainsi, bien que les études aient respecté méthodologiquement des normes a minima, les auteurs eux-mêmes s'inquiètent de ce que les résultats puissent être sur- ou sous-estimés et de la possibilité d'attribuer ces résultats à l'effet de la microfinance.

#### 4.3 Impacts sur la région méditerranéenne

Cette partie se concentre sur cinq études menées dans les pays de la FEMIP. Trois de ceux-ci proviennent du Maroc, un de Jordanie et un des Territoires palestiniens. Les résultats sont présentés sous la même rubrique que les résultats mondiaux, qui couvre les impacts aux niveaux individuels, des ménages et des entreprises. En outre, les perceptions des clients sont présentées de manière à donner un aperçu de leurs opinions sur la manière dont leurs vies se sont améliorées<sup>37</sup>.

#### 4.3.1 Impacts au niveau individuel

La conclusion la plus solide concerne l'autonomie des clients; les quatre rapports qui mesurent cette variable concluent à un impact positif. Dans le cas du Maroc, l'autonomie concerne en particulier les femmes, qui constituent la majorité des clients des IMF. Pour IKM (2007), la corrélation positive, en Jordanie, entre la participation à un programme de microfinance et l'augmentation de l'autonomie diffère d'un sexe à l'autre; ainsi, la probabilité qu'une cliente perçoive une évolution positive dans son sentiment d'autonomie est inférieure de 21 % à la probabilité pour un homme. D'autres variables pour lesquelles un impact positif a été noté dans certains des rapports sont

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup> Les résultats de l'étude menée par le rapport sur l'étude de marché <u>Asala sur les IMF</u> ont également été inclus



le revenu individuel, la participation à la communauté, l'amélioration des conflits familiaux et les capacités de gestion du client.

#### 4.3.2 Impacts au niveau des ménages

Les résultats les plus substantiels concernent le revenu des ménages, pour lequel les quatre rapports qui mesurent cette variable font état d'un impact positif. Ce résultat concorde avec les conclusions des évaluations d'impact dans le monde entier. Al Amana ne discerne un impact positif que pour les clientes et estime les avantages pour l'individu supérieurs aux avantages pour le ménage<sup>38</sup>. Les études attestent également de nombreux autres avantages pour les ménages. Toutefois, eu égard au faible nombre d'études sur la région méditerranéenne, ces conclusions ne sont pas corroborées.

En ce qui concerne l'amélioration de l'habitat et les dépenses d'alimentation, une seule étude conclut à un impact positif, tandis que pour deux études, l'effet n'est pas significatif. Certains rapports suggèrent toutefois l'existence d'un impact sur la qualité de l'alimentation, qui est jugé significatif dans une étude de cas. Ces résultats s'écartent des conclusions d'autres régions où la microfinance a un impact positif sur l'habitat et l'alimentation.

Le micro-crédit semble ne pas avoir d'impact significatif sur l'épargne. Dans ce cas, deux rapports concluent à l'absence de preuves significatives et un rapport conclut à un impact positif. Ce résultat est semblable aux conclusions dans le reste du monde.

IKM (2004) au Maroc indique que la durée de la participation aux programmes de micro-crédit augmente l'impact sur l'épargne, surtout pour les clients les plus pauvres. Al Amana (2004) conclut toutefois à l'absence d'impact significatif. D'autre part, IKM (2006) pour l'UNRWA, dans les Territoires palestiniens, suggère que le micro-crédit a un impact négatif sur l'épargne, puisque les clients utilisent leur épargne pour rembourser les prêts. Ce point est également souligné par l'ESGC (2004) au Malawi.

Il existe une faible indication d'impact sur l'inscription dans les écoles. Deux rapports au Maroc, où le taux d'achèvement de l'enseignement primaire est relativement faible, concluent à un impact important, tandis qu'un troisième conclut à l'absence d'impact. Ce résultat est semblable aux conclusions dans le reste du monde.

L'impact sur la contribution au budget des ménages est jugé significatif, par opposition aux résultats dans d'autres régions. Al Amana (2004) conclut à une corrélation positive avec la durée de l'exposition au micro-crédit et IKM (2004) identifie également une augmentation de la responsabilité et la contribution au budget de la famille, en particulier par les femmes.

Enfin, un seul rapport conclut à un impact important sur l'éducation et les soins de santé et aucune indication significative d'impact sur l'accumulation d'actifs ou la capacité du client à gérer une crise.

#### 4.3.3 Impacts au niveau des entreprises

Le résultat le plus substantiel est un impact positif sur les bénéfices des entreprises, qui est établi par quatre des cinq études. Ce résultat est très semblable aux conclusions des évaluations d'impact dans le monde entier.

Mourji (2000), au Maroc, a également demandé aux groupes de traitement et de contrôle pourquoi leurs bénéfices avaient augmenté ou diminué. Les clients ont fait état de moins de difficultés que les non-clients dans l'acquisition des matières premières. Cela confirme l'impact positif du fonds de roulement, ce qu'étaye encore IKM (2004) au Maroc, où les clients ont évoqué de meilleures relations avec leurs fournisseurs.

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup> Ce résultat concorde avec les conclusions d'Edgcomb et Garber (1998) au Honduras.



Deux rapports sur quatre ont conclu à un impact significatif sur l'emploi. Ce faible résultat est comparable aux conclusions mondiales et les différences d'une étude à l'autre peuvent dans une certaine mesure refléter des différences méthodologiques. Des études comme IKM (2007) concluent à un faible impact sur le nombre d'employés, tandis qu'Al Amama (2004) évoque une augmentation significative du nombre d'heures de travail déclarées. Les clients de l'UNRWA dans les Territoires palestiniens indiquent qu'ils ne dégagent pas un revenu suffisant pour payer des employés supplémentaires. IKM (2007), en Jordanie, note que la création d'emploi dans les micro-entreprises est faible parce qu'elles n'ont généralement pas plus d'un employé rémunéré, mais conclut que les entreprises plus riches génèrent plus d'emplois (ce que confirment Mosley (1999) en Bolivie et Dunn et Arbukle (2001) au Pérou).

Le micro-crédit appuie essentiellement le fonds de roulement et non l'investissement dans des immobilisations telles que des locaux de vente ou des équipements, qui ne représentent qu'une minorité des cas. L'impact sur l'accumulation d'immobilisations est donc relativement faible. IKM au Maroc et dans les Territoires palestiniens signale que l'impact sur les immobilisations est supérieur pour les ménages moins pauvres<sup>39</sup>.

Deux études ont rendu compte d'un impact positif sur la diversification des revenus, comparable aux conclusions de Barnes (2001) au Zimbabwe et Copestake et al (1998) en Zambie.

Les études d'IKM au Maroc, en Jordanie et dans les Territoires palestiniens concluent à une corrélation positive entre le moment où une personne devient client et l'impact au niveau de l'entreprise. Cette conclusion coïncide avec celles d'autres auteurs dans le monde (Dunn et Arbukle, 2001, Edgcomb et Garber, 1998, Tsilikounas, 2000 et Mknelly et Dunford, 1999).

#### 4.4 Résumé des résultats

Les principales conclusions de la revue des publications, gardant à l'esprit les limitations méthodologiques et les incohérences des études, sont résumées cidessous :

- Les études, menées dans différentes régions, attestent de l'impact généralement positif de la microfinance.
- Les résultats sont assez semblables dans toute la Méditerranée, malgré les différences socioéconomiques entre les régions.
- L'indication la plus solidement corroborée concerne le revenu des ménages et les bénéfices et le chiffre d'affaires des entreprises.

#### Impact au niveau individuel

- La microfinance génère un impact positif sur l'autonomisation et, en particulier, l'autonomisation des femmes.

#### Impact au niveau des ménages

- L'impact sur le revenu des ménages a des effets variables sur l'habitat et la consommation des ménages, ainsi qu'en matière de santé et d'éducation.
   L'impact dans la région méditerranéenne semble différent à cet égard, étant donné qu'aucun impact significatif n'a été établi en matière d'habitat ou d'alimentation.
- L'impact du micro-crédit sur l'épargne ne peut être confirmé.

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup> Cette conclusion est conforme à celles de Mosley (1999) en Bolivie et Dunn et Arbukle (2001) au Pérou.



 Le micro-crédit n'a pas d'impact significatif sur la capacité des clients à absorber les chocs. Cependant, une étude<sup>40</sup> qui a examiné la micro-épargne a conclu que l'épargne avait un impact plus important que le crédit sur la capacité des pauvres à gérer les crises.

#### Impact au niveau des entreprises

- Dans le monde entier comme dans la région méditerranéenne, l'accès à la microfinance ne permet généralement pas aux micro-entreprises de recruter des employés supplémentaires et l'impact sur l'emploi est faible. Il existe toutefois une augmentation de la productivité des entreprises et de la charge de travail du propriétaire d'entreprise. Plusieurs études, dont certaines dans la région méditerranéenne, montrent que l'impact sur l'emploi est plus important pour des clients moins pauvres. En outre, les avantages de la protection des emplois au sein de la micro-entreprise ne doivent pas être négligés.
- Dans le monde entier comme en Méditerranée, les études ne concluent pas à un impact significatif sur l'accumulation d'actifs. Toutefois, cet impact ne serait probablement apparent qu'à un horizon à plus long terme.
- Une amélioration de la relation avec les fournisseurs et de l'achat d'intrants est également établie, surtout dans la région méditerranéenne.
- Plusieurs études suggèrent un rapport entre l'ancienneté de l'accès du client au crédit et les impacts au niveau de l'entreprise, mais cette corrélation est incertaine, en raison de problèmes méthodologiques.

#### Perception de l'impact par le client

- Les études concernant la région méditerranéenne font toutes état d'une perception très positive par les clients de l'impact sur leurs conditions de vie.

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup> Chen et Snodgrass (2001).



# 5 Options pour l'avenir

Le secteur de la microfinance est entré dans une période de mutation rapide. La croissance du marché s'accompagne de nouvelles technologies permettant une réduction des coûts de transactions ainsi qu'une modification du secteur, les IMF se rapprochant d'une situation de viabilité, et d'un changement de la réglementation visant à permettre de fournir des produits de micro-épargne. Les études récentes, évoquées dans les précédents chapitres, ont fourni de nouvelles indications sur l'impact de la microfinance; l'objectif de ce chapitre est de présenter les options pour l'avenir du secteur dans la région méditerranéenne et de commenter les éventuelles orientations des études d'impact.

#### 5.1 Options pour la microfinance en Méditerranée

Les preuves d'impact accumulées suggèrent que la poursuite de l'élargissement de la microfinance a la faculté de produire des gains résultant d'un accès accru aux financements et de la diffusion aux pauvres et aux personnes marginalisées économiquement. Contrairement à d'autres types d'aides qui sont contraintes par une faible capacité d'absorption, un manque d'opportunités et des rendements décroissants, la microfinance semble avoir un potentiel à pouvoir poursuivre une période de croissance. Les options qui permettront de soutenir son élargissement varient en fonction de la situation qui prévaut dans chaque pays. Dans la région méditerranéenne, ces options peuvent toutefois être réparties en deux grandes catégories, qui se rapportent en premier lieu au versement de subventions et, deuxièmement, à des réformes de la réglementation de manière à permettre aux IMF de fournir des produits de micro-épargne.

Les subventions constituent un élément de financement important pour de nombreuses IMF; certaines options parmi les plus importantes pour le secteur concernent l'affectation de ces subventions là où elles produisent le bénéfice maximal. En particulier, la littérature favorise la concentration des subventions sur l'élargissement des services à de nouvelles zones géographiques et de nouveaux produits financiers. Le développement de systèmes de transferts de fonds constitue un exemple intéressant.

Le crédit subventionné est plus problématique, et plus particulièrement sur plusieurs marchés méditerranéens. Des preuves empiriques suggèrent que ces subventions ont un impact relativement réduit sur la promotion de la demande de crédit et ont plus de chances d'entraîner des distorsions économiques et le rationnement du crédit. En outre, des preuves anecdotiques indiquent qu'elles ont un effet dissuasif fort sur les autres offres de crédit privé. L'expérience du secteur des PME dans l'UE suggère que la promotion de mécanismes reposant sur le marché fonctionne mieux que les prêts bonifiés <sup>41</sup>. En outre, les alternatives que constituent l'épargne et la fourniture de services de transfert de fonds semblent de meilleurs candidates à un appui. Avec l'offre croissante de services, auparavant négligés, la prochaine série d'études d'impact devra apporter plus de preuves des avantages relatifs des nouveaux instruments.

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup> Commission européenne (2003)



A long terme, l'épargne locale présente de nombreux avantages comme source de financement pour les IMF et fournit aussi un service potentiellement précieux pour les clients, dans la mesure où elle mitige les risques générateurs de pièges à pauvreté et de barrières pour les micro-entrepreneurs. Une option clé pour les pays de la Méditerranée réside dans la réforme de la réglementation qui permettrait la fourniture de micro-épargne.

Le coût et la difficulté d'un tel changement ne doivent pas être sous-estimés. L'acceptation de dépôts est un métier différent pour les IMF et entraîne des changements importants en termes de structure financière et de gestion. En outre, les questions réglementaires spécifiques varient d'un pays à l'autre et dépendent des caractéristiques individuelles des secteurs financiers. Le Maroc, par exemple, envisage de modifier sa législation tandis que l'Algérie et la Tunisie sont plus engagées en faveur de l'intervention directe de l'Etat ; la situation est encore différente en Egypte où les banques sont plus actives dans le domaine de la microfinance. Toutefois, par opposition à des pays comme l'Indonésie, où le secteur est construit autour de l'épargne, le micro-crédit est pratiquement le seul produit offert dans la Méditerranée. S'il existe de solides arguments économiques en faveur de la micro-épargne, il existe peu de preuves, résultant d'études d'impact, pour en montrer les avantages par rapport au micro-crédit seul. Cela reste une direction potentielle future pour une étude d'impact<sup>42</sup>, au fil du développement de ces produits dans la région méditerranéenne.

#### 5.2 Questions soulevées par les études d'impact

Une préoccupation largement débattue concernant l'expansion est le risque de « dérive de la mission ». Un grand nombre d'IMF méditerranéennes ont une mission sociale explicite, qui consiste à atteindre les pauvres ou les personnes marginalisées économiquement et, pour ce groupe d'IMF, le double impératif de croissance et de viabilité peut constituer un risque potentiel pour la réalisation de ces objectifs. Les préoccupations liées à la dérive de la mission ont amené à développer un certain nombre d'outils d'évaluation de la performance sociale<sup>43</sup> et les études d'impact jouent un rôle important dans la vérification et la reconfirmation de l'orientation stratégique de l'IMF.

D'un point de vue économique, un certain degré de dérive de la mission pourrait ne pas être une mauvaise chose. Alors que la question de l'impact de la croissance économique sur la pauvreté reste en suspens, des preuves récentes étayent l'opinion selon laquelle l'amélioration de l'accès des pauvres au financement a un impact direct sur leur bien-être<sup>44</sup>. Dans le même temps, les changements de réglementation ouvrent les possibilités d'offrir une gamme élargie de produits. Les études d'impact peuvent par conséquent jouer un rôle pour les IMF en matière de réévaluation et de recentrage de leur mission.

A mesure que le marché arrive à maturité, les études d'impact sont confrontées à de nouveaux défis. Premièrement, il reste beaucoup de travail à faire pour évaluer l'impact économique et social de la microfinance. Bien que de nombreuses études donnent des preuves d'augmentation du revenu des ménages et des entreprises, les difficultés méthodologiques et les résultats contradictoires empêchent d'en tirer une preuve irréfutable. Beaucoup de questions plus détaillées relatives aux changements

<sup>&</sup>lt;sup>42</sup> Les questions d'impact des produits d'épargne sur les clients et leur impact sur la relation des IMF avec leurs clients sont décrites par Karlan et Goldberg (2007) comme « mûres pour une évaluation ».
<sup>43</sup> Voir section 3 2 2

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup> Finance for All (2008)



de réglementation, l'amélioration de l'offre de microfinance et la mise au point des structures financières reposent toujours sur cette proposition de base. De nouveaux développements des échantillons aléatoires pourraient fournir de nouvelles preuves. Aucun n'a encore produit de résultats. Le temps et la dépense liés à ces études scientifiques empêchent une application large et les efforts se concentrent nécessairement sur quelques études de cas. L'étude des zones isolées au Maroc, réalisée par Al Amana (avec l'appui de l'AFD) a achevé sa phase de base et devrait être complète en 2010. L'approfondissement de l'application de cette approche scientifique peut être justifiée dans un petit nombre de cas pour évaluer l'impact dans différentes situations de marché en Méditerranée.

Deuxièmement, les IMF ont accumulé des connaissances détaillées sur ce qui fonctionne dans un contexte de marché donné. Bien qu'il existe de nombreux exemples de transfert d'un modèle de gestion général d'un pays ou d'un marché à un autre (les clones de Grameen par exemple) et de nombreuses études de l'impact social et économique qui en résulte, il y a potentiellement plus à gagner d'une intégration plus formelle de l'analyse de l'impact. Au Maroc par exemple, les quatre plus grandes IMF réalisent une étude commune qui examine l'impact sur un échantillon de clients tiré de chaque institution. Il peut exister d'autres d'avantages au regroupement des évaluations d'impact à l'échelle nationale ou régionale pour mieux comprendre ce qui fonctionne dans les différents contextes et quels instruments ou stratégies sont transférables d'un contexte à un autre.

Du point de vue des donateurs et des Institutions de financement du développement, le choix du moment pour retirer le soutien constitue un problème essentiel. La transition vers la durabilité financière intervient progressivement et, pendant la période de transition, l'appui des donateurs doit être retiré à mesure que d'autres sources de financement deviennent disponibles pour accompagner la croissance sur le marché. Si le soutien est retiré trop tôt, la croissance du marché risque de s'en trouver contrainte mais s'il est maintenu trop longtemps, cela dissuadera la participation des financements privés.

#### 5.3 Options ouvertes à l'évaluation future de l'impact en Méditerranée

L'avenir des études d'impact dans la région méditerranéenne sera façonné par les besoins d'information des IMF et des donateurs ainsi que par les nouveaux développements de la méthodologie. Il existe de nombreux cheminements possibles, mais compte tenu de l'équilibre entre les coûts et les avantages probables, il semble intéressant d'explorer les voies suivantes :

#### Regroupement des efforts

Des études communes menées par des groupes d'IMF suivant une méthodologie cohérente peuvent répondre aux besoins des institutions tout en répartissant les coûts et en fournissant plus d'indications générales sur l'impact. Des études transfrontalières peuvent accroître la connaissance de l'impact sur la réduction de la pauvreté et le développement et donner des arguments pour la définition des programmes de donateurs et la réforme de la réglementation.

#### Grandes études de vérification

Bien que les avantages des données recueillies à l'aide d'un panel à partir d'échantillons aléatoires soient manifestes dans les études d'impact, il vaut probablement mieux attendre les résultats du premier cycle d'études sur échantillon randomisé dans la région méditerranéenne, qui est en cours d'application au Maroc, pour mieux évaluer les coûts et avantages de ce mode d'action.



#### Évaluation de nouveaux produits

À mesure que les IMF de la région méditerranéenne développent de nouveaux produits, tels que la micro-épargne et les systèmes de transfert d'argent, des études d'impact seront nécessaires pour vérifier les avantages que procurent ces nouveaux produits.



### 6 Conclusions

En région méditerranéenne, le microcrédit est le principal produit qu'offre le secteur de la microfinance et les clients ne peuvent généralement pas accéder à des services tels que la micro-épargne, les produits d'assurance ou le transfert de fonds. Contrairement à la situation existant dans d'autres régions du monde, la réglementation du secteur bancaire y constitue un obstacle relativement important auquel se heurtent les institutions de microfinance qui envisageraient d'accepter des dépôts, et aucune d'elles n'a encore adopté le statut de banque<sup>45</sup>.

L'examen des études d'impact, tant pour la Méditerranée que pour les autres régions du monde, offre une multitude d'indications de l'impact bénéfique de la microfinance pour ses clients – particuliers, ménages et microentreprises. En raison des difficultés méthodologiques inhérentes aux études d'impact, ces indications ne constituent peut-être pas une « preuve » scientifique, mais elles apportent néanmoins une confirmation relativement solide de ce que de nombreux praticiens acceptent comme une évidence, à savoir l'impact bénéfique de la microfinance. Les effets observés en région méditerranéenne sont largement semblables à ceux enregistrés dans d'autres régions du monde, le résultat le plus patent étant l'amélioration du revenu des ménages ainsi que des recettes et bénéfices des entreprises. L'on note cependant certaines différences : alors que l'augmentation des revenus se traduit, dans d'autres régions, par une amélioration des conditions de logement et une hausse de la consommation alimentaire, ces variables, en région méditerranéenne, sont moins sensibles à l'augmentation des revenus.

Au niveau de l'entreprise, l'impact sur l'emploi est généralement faible, parce que la majorité des microentreprises sont encore, à l'heure actuelle, des entreprises unipersonnelles. En revanche, des avantages plus visibles sont l'accroissement de la productivité des entreprises et l'amélioration de leurs relations avec leurs fournisseurs. Les entreprises utilisent habituellement le microcrédit pour financer leur fonds de roulement – celui-ci étant souvent la contrainte qui limite leur développement – tandis que l'emprunt destiné à la formation de capital est moins courant. Il est également difficile de mesurer l'impact de la microfinance sur l'épargne des ménages, car la frontière séparant les ménages des entreprises est souvent peu claire et l'épargne des ménages peut être constituée du stock de leur entreprise. Enfin, les enquêtes montrent que, en région méditerranéenne, les clients de la microfinance perçoivent son impact sur leurs conditions de vie de manière très positive.

### La voie à suivre pour l'avenir

La littérature économique fait une distinction importante entre services de microfinance relevant du crédit ou des autres services, bien que les limites de l'évaluation d'impact rendent difficile la quantification de l'impact social et économique relatif du micro-crédit par opposition à la micro-épargne, par exemple. Deux grandes possibilités pour le développement futur de la microfinance dans la région sont envisageables. La première est l'expansion de la micro-épargne. L'expérience accumulée dans les autres régions suggère en effet que le microcrédit donne de meilleurs résultats quand sont disponibles, dans le même temps, des produits de micro-épargne. De plus, il existe de solides arguments économiques corroborant l'idée

<sup>&</sup>lt;sup>45</sup> À l'exception du Yémen, parmi les pays membres du réseau Sanabel.



que, dans de nombreuses situations, la micro-épargne est un instrument préférable au microcrédit pour répondre aux besoins des pauvres.

La deuxième option concerne la fourniture d'autres services que le crédit, pour lesquels il existe également des indications d'avantages potentiels substantiels. Par exemple, la mise en œuvre de nouvelles technologies en matière de transfert de fonds peut présenter des synergies importantes avec les autres services de microfinance en attaquant le problème du coût des transactions à sa racine. L'utilisation des envois de fonds constitue un cas particulièrement intéressant, car des preuves empiriques suggèrent que les envois de fonds sont très sensibles au coût du transfert.

Par conséquent, bien qu'il ne faille pas en sous-estimer les difficultés pratiques, une réforme réglementaire qui permettrait aux institutions de microfinance d'accepter des dépôts et d'offrir une gamme plus diversifiée de services autres que le crédit est une possibilité qui mérite réflexion.

L'élargissement de la portée des activités de microfinance et l'augmentation de la diffusion à un plus grand nombre de clients soulèvent le problème de la viabilité financière. Si la microfinance est financièrement viable dans certains cas, il se peut qu'elle ne le soit pas dans d'autres, bien qu'elle fournisse des avantages sociaux et économiques substantiels. En conséquence, il existe des cas où des subventions explicites ou implicites pourraient se justifier afin de fournir des incitations adéquates. Cependant, il convient d'utiliser les subventions avec un soin particulier. La présente revue met en lumière deux problèmes essentiels pour la région méditerranéenne.

Premièrement, il est difficile d'équilibrer le niveau des subventions à la microfinance par rapport aux autres utilisations qui peuvent être faites de ressources limitées dans les domaines de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Bien qu'il faille reconnaître qu'il n'existe pas de données permettant d'effectuer des calculs précis, les indications d'impact positif sont fortes et, dans de nombreux cas, la microfinance fournit un moyen pratique de faire progresser des objectifs sociaux et économiques.

Deuxièmement, quelle forme de microfinance faut-il subventionner? En effet, certaines formes de subventions au micro-crédit pourraient se justifier, mais pas celles qui génèrent un risque d'introduction des distorsions économiques. Le développement de la micro-épargne et de systèmes de transfert d'argent constituent d'autres candidats à un soutien. En définitive, il s'agit d'une question empirique qui souligne l'importance d'études d'impact bien conçues.

Le manque d'expertise et le manque de ressources sont cités par les IMF comme des contraintes essentielles à la conduite d'études d'impact. Cela reflète la structure sousjacente du secteur, qui comprend un grand nombre d'IMF relativement petites. On peut résumer comme suit les possibilités qui se présentent pour améliorer à l'avenir la cohérence de l'évaluation de l'impact de la microfinance ainsi que pour combler les lacunes du secteur et répondre à l'évolution de ses besoins. En premier lieu, de récentes avancées méthodologiques réduisant les problèmes de biais de sélection (les techniques dites de « contrôle aléatoire ») constituent potentiellement un moyen de remédier à certains des problèmes qui se posent dans les études d'impact visant à établir des preuves scientifiquement irréfutables. Un certain nombre de telles études sont actuellement en cours de réalisation et il conviendra d'analyser la première série de résultats avant de généraliser l'usage de la technique. Ensuite, il est recommandé de procéder à des analyses multidimensionnelles (prenant en compte aussi bien la dimension temporelle que les différences entre les groupes de traitement), en particulier pour les études de suivi. Enfin, la mise en commun des efforts peut permettre de répartir les coûts, d'améliorer la cohérence et de mieux comprendre ce qui est efficace en fonction de différentes circonstances.



### Soutien de la BEI

La Banque européenne d'investissement étudie actuellement deux propositions spécifiques visant à soutenir, avec l'assistance technique du Fonds fiduciaire de la FEMIP, l'évaluation des incidences de la microfinance et la mise au point de nouveaux produits. Ces propositions concernent :

- l'adoption d'outils d'évaluation des incidences dans les opérations de microfinancement, en collaboration avec Sanabel, dans le but de standardiser la méthodologie et d'améliorer la communication, afin de mieux répondre aux besoins et aux attentes des parties prenantes. Le projet aiderait les institutions de microfinance à établir des indicateurs d'impact et appuierait la mise au point d'outils informatiques, de collecte des données, de formation et d'activité de compte rendu;
- le financement d'une assistance technique visant à trouver une solution, dans l'environnement Internet, pour faire le lien entre les envois de fonds des migrants méditerranéens et les opérations de microcrédit. Ce projet vise à accroître les avantages que la région méditerranéenne peut tirer de ces importants flux financiers, compte tenu du potentiel que décrit dans ses grandes lignes l'étude sur les moyens d'améliorer l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés vers les pays méditerranéens (BEI 2006).



### Références

Afrane, S. (2003): « Impact Assessment of Microfinance: Interventions in Ghana and South Africa, A Synthesis of major impacts and lessons », Journal of Microfinance, 4(1): 37-58.

Ahlin, Christian et Robert M. Townsend. 2007. « Using Repayment Data to Test across Models of Joint Liability Lending » Economic Journal 117 (517), F11-F51

Al Amana (2004): « Evaluation de la contribution de l'offre de micro-crédit d'Al Amana au développement des conditions des micro-entrepreneurs ». Ce document peut être téléchargé à partir du site http://www.alamana.org

Armendariz de Aghion, Beartriz et Jonathan Morduch (2005). The Economics of Microfinance. Cambridge MA, MIT Press

Aroca, P. (2002): « Microcredit Impact Assessment: the Brazilian and Chilean cases », Banque interaméricaine de développement. Ce document peut être téléchargé à partir du site http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=616092

Ashe, J. et Parrot, L. (2001): « Impact evaluation, PACT's Women's empowerment program in Nepal. A savings and literacy led alternative to financial institution building ». Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.gdrc.org">http://www.gdrc.org</a>

Ashi. (2000): « Poverty reduced through microfinance: The impact of ASHI in the Philippines », Projet AIMS de l'USAID. Ce document peut être téléchargé à partir du site http://www.microlinks.org/.

Ashraf, Nava, Xavier Giné et Dean Karlan. 2007. « Finding Missing Markets: An Evaluation of a Horticultural Export and Credit Program in Kenya ». Document de travail, Banque mondiale, Washington, DC.

Ashraf, Nava, Dean Karlan et Wesley Yin. 2006a. « Deposit Collectors ». Advances in Economic Analysis and Policy 6 (2): 1483-83.

Ashraf, Nava, Dean Karlan et Wesley Yin. 2006b. « Female Empowerment: Further Evidence from a Commitment Savings Product in the Philippines ». Document de travail, Université de Yale, Département d'économie, New Haven, CT.

Ashraf, Nava, Dean Karlan et Wesley Yin. 2006c. « Tying Odysseus to the Mast: Evidence from a Savings Commitment Product in Philippines ». Quartely Journal of Economics 121 (2): 635-72.

Banque mondiale (2008): Finance for all? Policies and Pitfalls in Expanding Access.

Barnes, Carolyn (2001): « Microfinance projects clients and impact: An assessment of Zambuko Trust, Zimbabwe ». Projet AIMS de l'USAID. Ce document peut être téléchargé à partir du site http://www.microlinks.org/.

BEI (2005). Étude sur les moyens d'améliorer l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés vers les pays méditerranéens. www.eib.org/publications/publication.asp?publ=242.

BEI (2006a). Identification des instruments financiers et d'assistance technique appropriés à soutenir d'avantage le secteur de la microfinance au Maroc.

BEI (2006b). Identification des instruments financiers et d'assistance technique appropriés à soutenir d'avantage le secteur de la microfinance en Egypte, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, en Jordanie, au Liban et en Syrie.



Bond, Philip et Ashok Rai. 2002. « Collateral Substitute in Microfinance ». Document de travail, Northwestern University, Institute for Advances Study, Evanston, IL.

Bond, R. Summary of Key Issues in Impact Assessment Methodology, Guidance notes for Rural Enterprise Development EIDAIS.

Brandsma, Judith et Deena Burjorjee (2004). Microfinance in the Arab States, Building Inclusive Financial Sectors. Fonds d'équipement des Nations unies, Oct.

CGAP. Diagnostic Report on the Legal and Regulatory Environment for Microfinance in Jordan, juin 2005.

CGAP. Diagnostic Report on the Legal and Regulatory Environment for Microfinance in Morocco, juin 2005.

CGAP. Microfinance in Algeria, Opportunities and Challenges, juin 2006

Chen, Martha et Donald Snodgrass (2001) : « Managing resources, activities and risks in urban India: The Impact of SEWA Bank ». Projet AIMS de l'USAID. Ce document peut être téléchargé à partir du site http://www.microlinks.org/.

Coleman, Brett (1999). The Impact of Group Lending In Northeast Thailand. Journal of Development Economics 45, 105-41.

Commission européenne (2003). L'accès des petites et moyennes entreprises au financement. Bruxelles 1.12.2003, SEC(2003) 713 final.

Copestake, James, Bhalotra, S., Godwin, M., Grundel, H, Jonhson, S. et Musona, D. (1998): « Impact Assessment of the PULSE microfinance programme in Lusaka, Zambia ». Centre for Development Studies, Université de Bath. Ce document peut être téléchargé à partir du site http://www.microfinancegateway.org/content/article/detail/2044/.

Copesake, James (2004). Social Performance Assessment of Microfinance – Cost-effective or Costly Indulgence?. Small Enterprise Development vol. 15 No. 3.

Cull, Robert, Asli Demirgüc-Kunt et Jonathan Morduch. 2007. « Financial Performance and Outreach: A Global Analysis of Leading Microbanks. » Economic Journal 117 (517): F107-F133

Dehejia, Rajeev, Heather Montgomery et Jonathan Morduch. 2005. « Do interest Rates Matter? Credit Demand in the Dhaka Slums. » Document de travail, Université de New York, département d'économie, New York.

De Mel, Suresh, David McKenzie et Christopher Woodruff. 2007. « Returns to Capital in Microenterprises: Evidence from a Field Experiment ». Document de travail de recherche stratégique 4230, Banque mondiale, Washington, DC.

Demirgüc-Kunt, Asli et Maria Soledad Martinez Peria. 2007. « Remittances and the Use of Banking Services. Evidence from El Salvador ». Document de travail, Banque mondiale, Groupe de recherche pour le développement, Washington, DC.

Dercon, Stefan, Tessa Bold et Cesar Calvo. Insurance for the Poor? Global Poverty Research Group, GPRG-WPS-073. http://www.gprg.org/

Dunn, Elizabeth et J. Gordon Arbukle, Jr. (2001): « The impacts of microcredit: A case study from Peru ». Projet AIMS de l'USAID. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.microfinancegateway.org/files/3268\_03268.pdf">http://www.microfinancegateway.org/files/3268\_03268.pdf</a>.

Edgcomb, E. et Garber, C. (1998): « Practitioner-led impact assessment: A test in Honduras ». Projet AIMS de l'USAID. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.microlinks.org/">http://www.microlinks.org/</a>.

Ellerman, D (2007). Microfinance: some Conceptual and Methodological Problems, in « What's wrong with Microfinance? » T Dichter et M Harper éditeurs, Intermediate Technology Publications, p147 – 161.



ESGC (2003) : « Haiti companion report: UNCDF Microfinance Program Impact assessment ». Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.uncdf.org">http://www.uncdf.org</a>

ESGC (2003): « Kenya companion report: UNDP Microfinance Programme impact assessment ». PNUD. Ce document peut être téléchargé à partir du site http://www.uncdf.org

ESGC (2003): « Nigeria companion report: UNDP Microfinance Programme impact assessment ». PNUD. Ce document peut être téléchargé à partir du site www.uncdf.org

ESGC (2004): « Malawi companion report: UNDP Microfinance programme impact assessment ». PNUD. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.uncdf.org">http://www.uncdf.org</a>

Gibson, John, David McKenzie et Halahingano Rohorua. 2006. « How Cost-Elastic Are Remittances? Estimates from Tongan Migrants in New Zealand? » Document de travail, Banque mondiale, Groupe de recherche pour le développement, Washington, DC.

Giné, Xavier, Pamela Jakiela, Dean Karlan et Jonathan Morduch. 2006. « Microfinance Games ». Document de travail de recherche stratégique 3959, Banque mondiale, Washington, DC

Giné, Xavier, Robert Townsend et James Vickery. 2007. « Patterns of Rainfall Insurance Participation in Rural India. » Document de travail, Banque mondiale, Groupe de recherche pour le développement, Washington, DC.

Giné, Xavier et Dean Yang. 2007. « Insurance, Credit and Technology Adoption: A Field Experimental Approach. » Document de travail, Banque mondiale, Groupe de recherche pour le développement, Washington, DC.

Goldberg, Nathanael (2005). Measuring the Impact of Microfinance: Taking Stock of What we Know. Décembre.

Gonzalez-Vega 1997

Greeley M (2004). MFIs with a Poverty Mandate Should go Beyond "Knowing the Market" to Assess their Impacts on Clients. Small Enterprise Development vol. 15 No. 3.

Greeley M (2006). Microfinance Impact and the MDGs: the Challenge of Scaling-up. Institute for Development Studies, document de travail n° 255.

Gubert, F. et Roubaud, F. (2005): « Analyser l'impact d'un projet de microfinance: L'exemple d'ADeFi à Madagascar », Agence Française de Développement, Paris. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.adf.fr">http://www.adf.fr</a>

Hashemi, Schuler et Riley 1996. Rural Credit Programs and Women's Empowerment in Bangladesh

Hemes, M et R. Lensick (2007) : « The Empires of Microfinance: what do we know? », Economic Journal 117, F1-F10

Hossain, Mahabub (1998) Credit for the Alleviation of Rural Poverty: The Grameen Bank in Bangladesh.

Hulme 1997. Impact Assessment Methodologies for Microfinance: A Review. Projet AIMS, réunion virtuelle du Groupe de travail du CGAP sur les méthodologies d'évaluation de l'impact, avril

IKM (2004) : « Evaluation de l'impact des microfinance au Maroc ». Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.planetfinance.org.ma">http://www.planetfinance.org.ma</a>

IKM (2006): « Impact and market research report: UNRWA », Planet finance. Etude fournie par l'UNRWA.

IKM (2007): « National Impact and market study of microfinance in Jordan ». Planet Finance. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.planetfinance.org/">http://www.planetfinance.org/</a>

EIB 41 NODUS



IKM (2007b): « Market research report on client satisfaction and new product development: ASALA » Planet finance. Etude fournie par l'Association des femmes d'affaires palestiniennes, ASALA.

Johnson, Susan et Ben Rogaly (1997). Microfinance and Poverty Reduction. Londres: Oxfam et ActionAid.

Johnson, Susan et James Copestake (2002): « FINCA-Malawi impact assessment research ». Centre for Development Studies, Université de Bath.

Johnston, Don et Jonathan Morduch. 2007. « Microcredit vs.Microsaving: Evidence from Indonesia »

http://siteresources.worldbank.org/INTFR/Resources/Microcredit\_versus\_Microsaving\_Evidence from Indonesia.pdf

Karlan, Dean (2001): Microfinance Impact Assessments: The Perils of Using New Members as a Control Group. Journal of Microfinance, 3 (2), 75-85.

Karlan, Dean et Nathanael Goldberg (2007). Impact Evaluation for Microfinance: Review of Methodological Issues. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Karlan, Dean et Martin Valdivia. 2006. « Teaching Entrepreneurship: Impact of Business Training on Microfinance Clients and Institutions ». Université de Yale, Département d'économie, New Haven, CT.

Karlan, Dean et Jonathan Zinman. 2006b. « Observing Unobservables: Identifying Information Asymmetries with a Consumer Credit Field Experiment ». Université de Yale, Département d'économie, New Haven, CT.

Karlan, Dean et Jonathan Zinman. A paraître. « Credit Elasticities in Less Developed Countries: Implication for Microfinance ». American Economic Review.

Khandker, S. (2005): « Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel. Data from Bangladesh ». The World Bank Economic Review, parue le 8 septembre 2005. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://wber.oxfordjournals.org/">http://wber.oxfordjournals.org/</a>.

Ledgerwood, Joanna (1999). Microfinance Handbook. Banque mondiale.

McKenzie, David J. et Christopher Woodruff. 2007. « Experimental Evidence on Returns to Capital and Access to Finance in Mexico ». Document de travail, Banque mondiale, Groupe de recherche pour le développement, Washington, DC.

Mahjoub, A. (2005): « Etude d'impact du programme de microcredit ». ENDA interarabe. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.endarabe.org.tn">http://www.endarabe.org.tn</a>

Malinga, M. (2004): « Impact Report », Uganda Microfinance Union. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.responsability.ch/">http://www.responsability.ch/</a>.

Mix (2005), Microfinance Information Exchange, Benchmarking Arab Microfinance,

Mknelly, B. et Lippold, K. (1998), « Practitioner-led impact assessment: A test in Mali », Projet AIMS de l'USAID. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.microlinks.org/">http://www.microlinks.org/</a>.

Mknelly, B. et Dunford, C. (1999): « Impacto de Crédito con Educación en las madres y en la nutrición de sus Niños Pequeños: Programa CRECER de Crédito con Educación en Bolivia ». Freedom from Hunger. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.ruralfinance.org/">http://www.ruralfinance.org/</a>.

Morduch, Jonathan (1998) Does Microfinance really Help the Poor? New Evidence from Flagship Programs in Bangladesh.

Morduch, Jonathan et Barbara Haley (2002). Analysis of the Effects of Microfinance on Poverty Reduction, NYU Wagner Working Paper No 1014, 28 juin.

Mosley, P. (1999): « Microfinance and Poverty: Bolivia case study », Banque mondiale. Rapport commandé pour le Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001.



Mourji, F. (2000): « Étude de l'impact du programme de Zakoura Micro-credit ». Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.zakourafoundation.org">http://www.zakourafoundation.org</a>

Muench, S. (2000): « Impact survey report of the Mercy Corps International microcredit program Bosnia and Herzegovina ». Microfinance Centre, Varsovie, Pologne.

Muriel, V. (2000): « Microcrédito y pobreza: un ejercicio empírico sobre el impacto del Banco Grameen », Boletín Económico de ICE 2659, 10-16 Julio.

Otero, Maria et Elizabeth Rhyne éditeurs. 1994. The New World of Microenterprise Finance. West Hartford, Conn. Kumarian Press.

Pitt, Mark et Shahidur Khandker (1998). The Impact of Group-based Credit Programmes on Poor Households in Bangladesh: Does the Gender of Participants Matter? Journal of Political Economy 106(5): 958-96. Octobre.

Planet Finance (2005). Evaluation de l'impact du microcredit au Maroc. http://planetfinance.org.ma/docs/FR/Etude impact Maroc.pdf

Planet Finance (2007). National Impact and Market Study of Microfinance in Jordan. http://news.planetfinance.org/documents/FR/Impact-Study-Jordan-Final-report.pdf

Rekeneire, A. (2004): « Impact du Microcrédit sur la population de Taounate », FONDEP. Ce document peut être téléchargé à partir du site http://www.fondep.com

Roullet, L. (2005): « Microfinance in Palestine 2005: Overview of impact and potencial; Recommendations to the main actors of the sector ». Israel / Palestine Centre for Research and Information (Centre de recherche israélo-palestinien), IPCRI. Ce document peut être téléchargé à partir du site http://www.ipcri.org

SEEP (2000): Learning from clients. Assessment Tools for Microfinance Practitioners. Washington, D.C.: The SEEP Network.

Simanowitz, Anton (2001). A Review of Impact Assessment Tools.

Sultana, M. et Nigam, A. (1999): « Impact assessment study of the Family Development Fund, Egypt ». UNICEF. Ce document peut être téléchargé à partir du site http://www.nissi.org

Tsilikounas, C. (2000): «Impact Survey; ICMC and Project Enterprise, Bosnia and Herzegovina». International Catholic Migration Commission. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.microlinks.org">http://www.microlinks.org</a>.

Wampfler, B. (2006): « Étude d'impact du réseau CECAM à Madagascar: Principaux résultats de la première année d'études », Union européenne. Ce document peut être téléchargé à partir du site <a href="http://www.microfinancegateway.org">http://www.microfinancegateway.org</a>

Woller G (2004). The Cost-effectiveness of Social Performance Assessment: The Case of Prizma in Bosnia and Herzegovina. Small Enterprise Development 15.

Yang, Dean. 2007. « International Migration, Remittances, and Household Investment: Evidence from Philippine Migrants" Exchange Rate Shocks ». Economic Journal, à paraître.



Au moment de l'impression de ce document, la version française des annexes n'était pas disponible. Sur simple demande, nous ferons parvenir la version complète en français dans les meilleurs délais.

## List of annexes

Annex	( I – Report evaluation	1
1	Summary of report evaluations	1
2	Review of all considered reports	3
3	Reports that pass the exclusion criteria	12
Annex	II – Quantitative and qualitative methods for impact assessment	14
Annex	III – Impact assessment studies	16
1	Definitions	16
2	Scope of the literature	16
Annex	VIV. – Survey on the economic and social impact of microfinance	20
1	Questionnaire	20
2	Interest of MFIs in carrying out impact assessment studies	23
3	Information the MFIs keep about their clients	25
4	Summary of the survey findings	27
5	Surveyed Sanabel institutions	27
Annex	V – Terms of reference	29
1	Background	29
2	Description of the assignment	29
3	Expert profile	32
4	Location, timing and reporting	32



EIB

NODUS

# Annex I – Report evaluation

## Summary of report evaluations

	Enterpr.	Employment		×	×		×	×								×	×
	Ente	Net assets					×										
-		Met revenue			×	×	×		×	×			-			×	
		Household welfare				×		×								×	
		The poor are reached															
		Cope with shocks															×
		Expenditure on health		×			×						×			×	Ĺ.
ct	0	Expenditure on food		×	×					×			×			×	×
Impact	Household	School , girls		×			×						×				×
╧	nse	School , boys		×			×						×				×
	운	School enrolment								×						×	
		House improvements			×	×	×		×							×	×
		sgnivsS			×	×		×	×								×
		Income contribution			×	×											
		Income diversification		×													×
_		lncome level		×			×		×	×	×					×	×
	Indiv	Empowerment		×					×	×	×	×	×			×	
***	므	Gender equality											×				
		Mid-range															
		Qualitative		×				×			×	×				×	
	~	Individual interviews								×		×	×				×
	Method	Before-after									×		×			×	×
	Met	Case study											×			×	×
,		Group discussions				×	×			×							
		New entrants as control		×	×	×	×		×	×			×				×
		Control group		×	×	×	×		×	×			×				×
	g	Endogeneity						×				×					
	ᅙ	No statistical significance															
	ŏ																
	Ξ.							×	×		×	×	×		×		
	Meth	noitslosi oN						×	<u>×</u>			×	×		×		
	Methodology	noitslosi oM				_			×				×		×		
	Meth	noitalosi oM							_				×		×		
	Meth	noitslosi oM											×		×		
	Meth	noitalosi oM				Si			×			×			×		٥
	Meth	noitslosi oM				ories		×				×			×		hwe
	Meth	noitalosi oM				ritories		×			×	×			×		awhwe
	Meth	noitalosi oM		00		Territories		×		0	×	×			×		Zimhahwe
	Meth	noitslosi oM		0000.		an Territories		×		000	×	×			×		et Zimhahwa
	Meth	noitalosi oM		Morocco		tinian Territories		×		orocco	×	×			×		Triist Zimhahwe
	Meth	noitslosi oM		a, Morocco		estinian Territories		×		Morocco	×	×			×		o Truet Zimbahwe
	Meth	noitslosi oM		nana, Morocco		Palestinian Territories		×		ıra, Morocco	×	×			×		hirko Triict Zimhahwa
	Meth	noitslosi oM	REA	Amana, Morocco		the Palestinian Territories		×		koura, Morocco	×	×			×		ambiiko Triist Zimbahwa
	Meth	noitslosi oM	AREA	Al Amana, Morocco	8	A, the Palestinian Territories		×		Zakoura, Morocco	×	×			×		· Zamhiiko Triict Zimhahwa
•	Meth	noitslosi oM	AN AREA	14): Al Amana, Morocco	0000	RWA, the Palestinian Territories	dan	×		10): Zakoura, Morocco	×	×			×		1041: Zamhirko Triist Zimhahwa
•	Meth	noitslosi oM	NEAN AREA	2004): Al Amana, Morocco	Morocco	JNRWA, the Palestinian Territories	lordan	×		2000): Zakoura, Morocco	×	×			×		(2004): Zamhirko Triist Zimhahwe
•	Meth	noitslosi oM	RANEAN AREA	A (2004): Al Amana, Morocco	(): Morocco	3): UNRWA, the Palestinian Territories	): Jordan	×		F. (2000): Zakoura, Morocco	×	×			×		C. (2001): Zamhiiko Triist Zimhahwe
•	Meth	noitslosi oM	ERRANEAN AREA	ANA (2004): Al Amana, Morocco	004): Morocco	006): UNRWA, the Palestinian Territories	007): Jordan	×		JI, F. (2000): Zakoura, Morocco	×	×		A	×		BARNES C (2001): Zambiiko Triist Zimbahwe
	Meth	noitslosi oM	MEDITERRANEAN AREA	AL AMANA (2004): AI Amana, Morocco	KM (2004): Morocco	KM (2006): UNRWA, the Palestinian Territories	KM (2007): Jordan		MAHJOUB, A. (2005): ENDA, Tunisia	MOURJI, F. (2000): Zakoura, Morocco	X	ories	ot	AFRICA		Africa	PNES C (2001): Zambiiko Triist Zimbahwa

EIB

Annex p. 1

COPESTAKE, J. et al. (1998): PULSE, Zambia		<u>×</u>	×	×	×			×									$\stackrel{\frown}{\times}$	×	×	
ESGC (2003): Kenya	×			×	×						×							J		
ESGC (2003): LAPO, Nigeria						×	×	×		×					×	×				
ESGC (2004): PRIDE, Malawi		×				×	×	×	×	×	×				×		$\widehat{}$	×	×	
GUBERT, F. and ROUBAUD, F. (2005): AdeFi, Madagascar		×			×						×	×	×	×			$\stackrel{\frown}{\times}$			
JONHSON, S. and COPESTAKE, J. (2002): FINCA, Malawi		×	×		×			×						×					×	
MALINGA, M. (2004): Uganda Microfinance Union, Uganda X	×				×		×		×					×			^	×		
MKNELLY, B. and LIPPOLD, K. (1998): Kafo Jiginew, Mali		×	×		×	$\widehat{}$	×	×		×	×			×	×				×	
WAMPFLER, B. (2006): CECAM, Madagascar	×	×	×	×	×		×	×	×					×		×				
LATINAMERICA																				
AROCA, P. (2002): Brazil and Chile		×	×					×												
DUNN, E. and ARBUKLE, J. (2001): ACP/MiBanco, Peru		×		×	×	^	×		×	×				×	×		$\widehat{}$		×	
EDGCOMB, E. and GARBER, C. (1998): ODEF, Honduras		×					×	×		×	×			×			$\widehat{}$	×		
ESGC (2003): Haiti		×	×			×	×	×				×	×			×	$\widehat{}$		×	
MKNELLY, B. and DUNFORD, C. (1999): CRECER, Bolivia		×		×	×		×	×						×	×			×		
MOSLEY, P. (1999): Bolivia		×	×	×	×			×							×			×		
EUROPE																				
MUENCH, S. (2000): Mercy Corps, Bosnia and X		×																		
Herzegovina		×	×					×						×			^ ×		×	
TSILIKOUNAS, C. (2000): ICMC, Bosnia and Herzegovina		×						×		×	×							×		
ASIA																				
ASHE, J. and PARROT, L. (2001): WEP, Nepal	×			×			×		×	×						×				
ASHI (2000): ASHI, Philippines		×			×			×										×		
CHEN, M. and SNODGRASS, R. (2001): SEWA, India				×	×				×		×	×	×	×	×		$\widehat{}$	×	×	
MURIEL, V. (2000): Grameen Bank, Bangladesh		×									×	×	×							
KHANDKER, S. (2005): Bangladesh	_	×		,	×			×	,					×		×				

GREEN COLOR: included studies
RED COLOR: excluded studies (due to methodological defects)



NODUS

EIB



### 2 Review of all considered reports

AFRANE, S. (2003): "Impact Assessment of Microfinance: Interventions in Ghana and South Africa, A Synthesis of major impacts and lessons", Journal of Microfinance, 4(1): 37-58.

Microfinance Institutions covered in the analysis: SAT (Sinapi Aba Trust, Ghana, 10000 clients) and SOMED (Soweto Micro Enterprise, South Africa, 78000 clients).

Main analysis methodology: Eclectic approach combining qualitative and quantitative methods. "Before and after" approach relying on respondents' memory.

Main results regarding microcredit impact:

- At the individual level: It is found that microfinance improved several social domains such as empowerment of women, public respect and participation in social activities while it had a negative impact on some others such as family life.
- At the household level: positive impact on income diversification, housing improvements, expenditures on children, food and health.
- At the enterprise level significant improvements in terms of increased business incomes

AL AMANA (2004): "Evaluation de la contribution de l'offre de micro-crédit d'Al Amana au développement des conditions des micro-entrepreneurs". An electronic copy may be downloaded from http://www.alamana.org

Microfinance institutions covered in the analysis: Al Amana, Morocco

Main analysis methodology: Control group comparison with incoming clients. Statistical significance is measured. Qualitative interviews on women's empowerment. Qualitative survey on satisfaction, with clients and former clients.

Main results regarding microcredit program:

- At the individual level: Positive impact on women's empowerment, managing abilities, public relations and income. Positive impact on clients' satisfaction and transformation of ambulant into sedentary enterprises.
- At the household level: Positive impact particularly on women, on income, on income diversification and on children's school attendance.
- At the enterprise level: Positive impact on employment

- At the enterprise level. Positive impact on employment

AROCA, P. (2002): "Microcredit Impact Assessment: the Brazilian and Chilean cases", Inter-American Development Bank. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=616092">http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=616092</a>

Microfinance Institutions covered: Bank Bandesarrollo (Chile), NGO Propesa (Chile), Microcred bank from Sao Paulo (Brazil), NGO CEAPE (Brazil), Socialcred Bank from Rio de Janeiro (Brazil), NGO Bancri (Brazil) and NGO BCO (Brazil).

Main analysis methodology: survey samples randomly selected and control groups, built using the Propensity Score.

Main results regarding microcredit impact:

At the enterprise level: The study measures the effect of microcredits on entrepreneurs' income. Results differ between the two countries and the credit's origin, whether it was based on a Bank programme or an NGO one. The results of the Brazilian data show a high positive impact of the microcredit programmes, especially for those associated with banks. Weak evidence of positive impacts for the Chilean bank based programmes. For the Chilean NGOs the impact of microcredit seems to be negative.

ASHE, J. and PARROT, L. (2001): "Impact evaluation, PACT's Women's empowerment program in Nepal. A savings and literacy led alternative to financial institution building". An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.gdrc.org">http://www.gdrc.org</a>

Microfinance institutions covered: Pact's Women's Empowerment Program (WEP).

EIB Annex p. 3 NODUS



Main analysis methodology: part of the sample used to run the analysis in not randomly selected. Furthermore, WEP operates in an environment where there is a strong ROSCA tradition, known in the region as the Dhukuti. The effect of this institution might be biasing the results.

Main results regarding microcredit impact:

- At the individual level: it seems that WEP has increased women's incomes and given them self confidence to change their social and economic environment.
- At the household level: WEP has increased family well being, income diversification and savings.
- At the enterprise level: positive impact is also found regarding income level.

ASHI. (2000): "Poverty reduced through microfinance: The impact of ASHI in the Philippines", AIMS Project from USAID. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.microlinks.org/">http://www.microlinks.org/</a>.

Microfinance institutions covered: ASHI (The Philippines)

Main analysis methodology: The study lacks survey and quantitative consistent methodology. Main results regarding microcredit impact:

- At individual level: impact on client empowerment and self-esteem were found to be positive.
- At the household level: significant positive effect on poverty is marked. The proportion of poor people drops from 76% to 13%, most have moved from extreme poverty to moderately poor, and 22% have moved out of poverty. A strong relationship is also found between the size of the loan and poverty reduction.

BARNES, C. (2001): "Microfinance projects clients and impact: An assessment of Zambuko Trust, Zimbabwe". AIMS Project, from USAID. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.microlinks.org/">http://www.microlinks.org/</a>

Microfinance Institutions covered: Zambuko Trust (Zimbabwe).

Main analysis methodology: The survey was conducted in 1997 and repeated in 1999 with the same respondents, covering a random sample of Zambuko client and non-client microentrepreneurs who met Zambuko basic eligibility requirements. Quantitative analysis use statistical techniques to identify significant differences between groups. The impact variables were subject to an analysis of covariance using multiple covariants.

Main results regarding microcredit impact:

- At the household level: positive impacts on income level, income diversification, housing improvements, school enrolment of boys, expenditure on food and savings.
- At the enterprise level: positive impact in net revenue.

CHEN, M. and SNODGRASS, R. (2001): "Managing resources, activities and risks in urban India: The Impact of SEWA Bank". AIMS Project, from USAID. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.microlinks.org/">http://www.microlinks.org/</a>

Microfinance Institutions covered: SEWA BANK (India).

Main analysis methodology: quasi-experimental research design and ANCOVA (analysis of covariance) to control for the possible impact of personal characteristics in the impact variables. An extensive set of moderating variables is used to minimize selection bias.

Main results regarding microcredit impact:

- At individual level: increased women's influence over household economic decisions.
- At the household level: the financial services of the SEWA Bank are found to raise household income, income diversification, spending on housing improvements and school enrolments (especially for boys).
- At the enterprise level: the results are less evident than at the household level. Participation has a clear effect on informal sector earnings, on total micro-enterprise revenues and employment.



COPESTAKE, J., BHALOTRA, S., GODWIN, M., GRUNDEL, H, JONHSON, S. and MUSONA, D. (1998): "Impact Assessment of the PULSE microfinance programme in Lusaka, Zambia". Centre for Development Studies, University of Bath. An electronic copy may be downloaded from http://www.microfinancegateway.org/content/article/detail/2044/

Microfinance institution covered in the analysis: PULSE (Zambia, 4200 clients).

Main analysis methodology: control group comparison and group discussions, lack of indicators for statistical significance.

Main results regarding microcredit impact:

- At the household level: 37% of borrowers said their real income had fallen, compared to 28% of pipeline participants, which suggests that at least 9% of borrowers were worse off as a result of taking a loan.
- At the enterprise level: differences in profits between treatment and control participants were not statistically significant. However, difference in the growth rates of profits for the two groups (from March 1997 to March 1998) was statistically significant. For the average loan recipient in the sample, it was estimated that profits were 19.7% higher than they would have been.

DUNN, E. and GORDON ARBUKLE, J. (2001): "The impacts of microcredit: A case study from Peru". AIMS Project, from USAID. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.microfinancegateway.org/files/3268\_03268.pdf">http://www.microfinancegateway.org/files/3268\_03268.pdf</a>

Microfinance institution covered in the analysis: ACP/Mibanco (Perú, 30.000 clients).

Main analysis methodology: panel designed control group comparison, the survey occurred at two points in time. Analysis of Covariance (ANCOVA) is used to evaluate impacts, and also to control (partially) for selection bias.

Main results regarding microcredit impact:

- At the individual level: positive impacts seem to be limited to increased feelings of preparedness for the future. There was some evidence that microcredit may have had negative impacts on client self-esteem, which may stem from stress relating to the pressure to repay loans.
- At the household level: positive impacts on household income, income diversification among poor households, and ability to cope with shocks.
- At the enterprise level: positive impacts on micro-enterprise revenue, fixed asset accumulation in the primary enterprises, and employment. There is some evidence of positive impacts on transaction relationships, since microcredit seems to help commercial entrepreneurs buy inputs in more advantageous ways. Also, some parents with micro-enterprises seek to "launch" their children into entrepreneurial occupations by helping them to start their own micro-enterprises.

EDGCOMB, E. and GARBER, C. (1998): "Practitioner-led impact assessment: A test in Honduras". AIMS Project, from USAID. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.microlinks.org/">http://www.microlinks.org/</a>

Microfinance institution covered in the analysis: Organización de Desarrollo Empresarial Femenino (ODEF) (Honduras, 5200 clients).

Main analysis methodology: incoming clients control group comparison, AIMS methodology. Each interviewed person was presented a questionnaire of 56 items, considered as too long by data collectors themselves.

Main results regarding microcredit impact:

- At the individual level: there is qualitative evidence that women acquire greater selfesteem and confidence through program participation.
- At the household level: clients who had participated in the program for at least one year were more likely to report an increase in personal income. Positive effects on savings and food consumption.



- At the enterprise level: client enterprises were found to be larger than non-client ones, positive business results being associated with length of program participation. Profit levels and acquisition of business assets are also higher for clients than non-clients.

ESGC (2003): "Haiti companion report: UNCDF Microfinance Program Impact assessment". An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.uncdf.org">http://www.uncdf.org</a>

Microfinance institutions covered in the analysis: UNCDP North East Haiti Microfinance support programme, based in cooperatives. Fort Liberte and Terrier Rouge chosen for the sample.

Main analysis methodology: Control group comparison which included drop out clients. It measures the statistical significance. Regression methods are used.

Main results regarding microcredit program:

- At the individual level: Impact on empowerment not significant. Weak impact on women empowerment, although not corroborated by the regression.
- At the household level: Positive impact on the clients' buying of a plot of land. No significant impact for the rest of the variables measured.
- At the enterprise level: Negative impact on access to markets and use of usury lenders. No significant impact for the rest of the variables measured.
- The author suggests that the economic downturn in Haiti may have exerted an influence on the results.

ESGC (2003): "Kenya companion report: UNDP Microfinance Programme impact assessment". UNDP. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.uncdf.org">http://www.uncdf.org</a>

Microfinance institution covered in the analysis: MicroStart, MicroSave and EBS (Kenya).

Main analysis methodology: qualitative impact indicators embedded in a qualitative market research program. No statistical measure.

Main results regarding microcredit impact:

- At the household level: apparently, household income increased, but it cannot be attributed to microfinance alone. Clients declare that loans and savings help to cope with cash flow shocks, meet day-to-day needs, or invest in the future.

ESGC (2004): "Malawi companion report; UNDP Microfinance programme impact assessment". UNDP. An electronic copy may be downloaded from http://www.uncdf.org

Microfinance institution covered in the analysis: PRIDE (Malawi, 18000 clients).

Main analysis methodology: mid-range impact assessment based on control group comparison, following principles of impact surveys set by the SEEP/AIMS impact assessment project. The ultimate aim of mid-range methodologies is said to be establishing plausible association between impact and programme participation, rather than proving causality between them. Statistical tests and regression analysis were applied to test this plausible association.

Main results regarding microcredit impact:

- At the individual level: little evidence to support the hypothesis of higher levels of empowerment.
- At the household level: there seems to be evidence of higher household income, household consumption and school attendance, but no evidence of higher savings or food security.
- At the enterprise level: no statistically significant evidence that enterprise profits or asset acquisition differ between the treatment group and the control group. An small increase in full-time employment can be attributed to the program.

ESGC (2003): "Nigeria companion report: UNDP Microfinance Programme impact assessment". UNDP. An electronic copy may be downloaded from www.uncdf.org

Microfinance institution covered in the analysis: LAPO (Nigeria).

Main analysis methodology: "mid-range" impact assessment, based on principles of impact surveys set by the SEEP/AIMS impact assessment project. Treatment group is formed by two-



year clients, which is compared with a control group formed by incoming clients. A descriptive analysis is accompanied by means and regression analyses.

Main results regarding microcredit impact:

- At the individual level: no evidence of differences in empowerment.
- At the household level: higher household income, reportedly due to increased enterprise returns, as well as higher level of household improvements. However, there is no evidence of changes in savings, school attendance or food security.
- At the enterprise level: higher enterprise profits, but not higher levels of job creation.

GUBERT, F. and ROUBAUD, F. (2005): "Analyser l'impact d'un projet de microfinance: L'exemple d'ADeFi à Madagascar", *Agence Française du Développement*, Paris. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.adf.fr">http://www.adf.fr</a>

Microfinance institutions covered in the analysis: AdeFi

Main analysis methodology: Double difference: Control group and longitudinal comparison. Statistical significance measured. Probit and regression methods used.

Main results regarding microcredit program:

- At the household level: Positive impact on household welfare, expenditure on food and housing improvements.
- At the enterprise level: Positive impact on turnover, sales, cash flow, production, production's quality, production's diversification.
- Microfinance seems to have a clear impact on microfinance, but from a dynamic perspective, the results are nuanced. The effects are clear during growth phases, but during contractions the effects are less certain.

IKM (2004): "Evaluation de l'impact des microfinance au Maroc". An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.planetfinance.org.ma">http://www.planetfinance.org.ma</a>

Microfinance institutions covered in the analysis: AIMC, Al Amana, AL Karama, AMOS, AMSSF, ATIL, FBP, FCA, FONDEP, INMAA and ZAKOURA

Main analysis methodology: Control group comparison which included drop out clients. Regressions and probit methods are used to measure the impact. The study included a market research.

Main results regarding microcredit impact:

- At an individual level: Positive impact on the client's contribution to the household budget. And positive impact on their diet quality, health, education level, on their empowerment, and on their children's respect.
- At the household level: Positive impact on household expenses, savings increase and a slight impact on assets detention.
- At the enterprise level: Positive impact on profits, investments and market access. Data shows a positive trend in employment but not statistically significant.

IKM (2006): "Impact and market research report: UNRWA", Planet finance. Study provided by UNRWA.

Microfinance institutions covered in the analysis: UNRWA, Palestinian Territories.

Main analysis methodology: Control group comparison which included drop out clients. Regressions and probit methods are used to measure the impact. The study included a market research.

Main results regarding microcredit impact:

- At the individual level: Clients' perception of impact is generally positive.
- At the household level: There's not a significant impact on the clients' contribution to the budget, in the monthly expenses or in assets detention. Concerning debts and savings the probit analysis shows the probability is greater for a new or a former clients to experience a positive change in this regard.



- At the enterprise level: Positive impact on profits and investments. The level of employment has not changed. However, the probability of a former client to hire an employee is lower than for an active client.

IKM (2007): "National Impact and market study of microfinance in Jordan". Planet Finance. An electronic copy may be downloaded from http://www.planetfinance.org/

Microfinance institutions covered in the analysis: MFW, TAMWEELCOM, MEMCC, NMB, DEF, AMC, and UNRWA

Main analysis methodology: Control group comparison which included drop out clients. Regressions and probit methods are used to measure the impact. The study included a market research.

Main results regarding microcredit impact:

- At the individual level: positive impact on the clients' perception.
- At the household level: Positive impact on the client's contribution to the household budget. Contrary to the respondents' perception, microfinance does not seem to have an impact on housing conditions, health or on their children's education level.
- At the enterprise level: Positive impact on profits, investment, and number of employees. Contrary to the respondents' perception, microfinance does not seem to have an impact on assets' detention.

IKM (2007): "Market research report on client satisfaction and new product development: ASALA", Planet finance. Study provided by the Palestinian Business Women's Association, ASALA.

Microfinance institutions covered in the analysis: Palestinian Business Women's Association ASALA (Palestinian Territories).

Main analysis methodology: Market research that included a client survey, with no control group. Regarding impact, only the perception of clients was measured.

Main results regarding microcredit impact:

- At the household level: Positive impact on the client's autonomy and on the household income. Income on savings would not be significant.
- At the enterprise level: Positive impact on business revenues and business expansion. Impact on employment not significant.

JONHSON, S. and COPESTAKE, J. (2002): "FINCA-Malawi impact assessment research". Centre for Development Studies, University of Bath.

Microfinance institution covered in the analysis: FINCA (Malawi, 7900 clients).

Main analysis methodology: comparison with control group.

Main results regarding microcredit impact:

- At the household level: no significant difference in the income levels of borrowers and departing clients in the first round survey, but a difference had emerged a year later between the income levels of those who remained in the programme and those who had left. This result might be biased by endogeneity. The qualitative research revealed that some clients had to reduce meals in order to have money for repayment.
- At the enterprise level: higher proportion of borrowers had increased paid employment in their enterprise.

KHANDKER, S. (2005): "Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel. Data from Bangladesh". The World Bank Economic Review, published September 8, 2005. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://wber.oxfordjournals.org/">http://wber.oxfordjournals.org/</a>

Microfinance institution covered in the analysis: BRAC, Grameen Bank, and Bangladesh Rural Development Board (Bangladesh).

Main analysis methodology: the study uses panel data on the BIDS-World Bank 1991/92 and 1998/99 surveys, covering around 1,700 households drawn from 87 villages in 29 thanas, the



project areas of BRAC, Grameen Bank, and the Bangladesh Rural Development. Panel data avoids endogeneity, and allows for differential impacts of borrowing over time.

Main results regarding microcredit impact:

- At the household level: statistics tests show that the effects of credit pooled from various sources must be estimated separately for men and women. Male borrowing has no significant effect, while female borrowing has a significant positive effect on per capita consumption outcomes. Moderate poverty in the sample villages declined overall by 17 percentage points between 1991/92 and 1998/99, and extreme poverty by 13 percentage points. More than half of the annual decline in moderate poverty among program participants can be attributed to microfinance programs alone. Male borrowing has no significant effect on per capita consumption outcomes, while female borrowing has a significant positive effect. A positive spill-over effect is also identified, suggesting that microfinance programs have influenced the welfare not only of poor participants but also of non-participants.

MAHJOUB, A. (2005): "Etude d'impact du programme de microcrédit". ENDA inter arabe. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.endarabe.org.tn">http://www.endarabe.org.tn</a>

Microfinance institutions covered in the analysis: ENDA Inter-arabe, Tunisia

Main analysis methodology: Control group comparison and longitudinal analysis through yes/no questions. Statistical significance is not presented.

Main results (of limited validity due to methodological defects) regarding microcredit impact:

- At an individual level: Increase in income and in savings
- At the household level: Increase of income and in housing improvements.
- At the enterprise level: Increase in net revenue, either declared or calculated
- At the community level: Increase in the number of employee posts.

MALINGA, M. (2004):" Impact Report", Uganda Microfinance Union. An electronic copy may be downloaded from <a href="http://www.responsability.ch/">http://www.responsability.ch/</a>

Microfinance institutions covered in the analysis: Uganda Microfinance Union

Main analysis methodology: Longitudinal analysis. No control group, no stratified matching and statistical significance is not measured.

Main results (of limited validity due to methodological defects) regarding microcredit impact:

- At the individual level: Positive impact on empowerment
- At the household level: Positive impact on expenditure on food. Not significant impact on housing improvement.
- At the enterprise level: Positive impact on profits and asset accumulation

MKNELLY, B. and LIPPOLD, K. (1998), "Practitioner-led impact assessment: A test in Mali", AIMS Project from USAID. An electronic copy may be downloaded from http://www.microlinks.org/

Microfinance institution covered in the analysis: Kafo Jiginew, *Credit with Education* program (Mali, 46000 clients).

Main analysis methodology: compares one-year clients, two-year clients (in order to test the assumption that impact increases with longer program exposure) and incoming clients (to avoid self-selection bias). The study follows AIMS methodology, with quantitative as well as qualitative tools.

Main results regarding microcredit impact:

- At the individual level: microfinance might increase empowerment.
- At the household level: higher household income, higher savings and higher level of household improvements are identified. However, there is no evidence of changes in the expenditure on food, health, children education or welfare.
- At the enterprise level: expansion of existing activities is reported.



MKNELLY, B. and DUNFORD, C. (1999): "Impacto de Crédito con Educación en las madres y en la nutrición de sus Niños Pequeños: Programa CRECER de Crédito con Educación en Bolivia". Freedom from Hunger. An electronic copy may be downloaded from http://www.ruralfinance.org/

Microfinance institutions covered in the analysis: Programa CRECER de Crédito con Educación en Bolivia.

Main analysis methodology: Control group and longitudinal comparison. In-depth interviews, informal dialogue groups and meetings observance. Anthropometric measurements (height and weight). Statistical significance and variance are measured.

Main results regarding microcredit program:

- At the individual level: Positive impact on health habits and children's breeding. No significant impact on mother or children's nutrition.
- At the household level: Positive impact on income level from non agricultural activities, on savings, on expenditure on health and clothing, on the ability to cope with shocks and on the nutritional diet quality. No significant impact on housing improvement or in expenditure on children's education.
- At the enterprise level: No significant impact on assets.

MOSLEY, P. (1999): "Microfinance and Poverty: Bolivia case study", World Bank. Report commissioned for the World Development Report 2000/2001.

Microfinance Institutions covered: the study classifies Bolivian Microfinance into four groups, and then selects one institution from each group, namely BANCOSOL (commercial operating in urban areas), PRODEM (commercial operating in rural areas), PROMUJER (commercial operating in urban areas), and SARTAWI (non-commercial operating in rural areas).

Main analysis methodology: control group methodology. The control group is poorly defined, since overall educational level is lower.

Main results regarding microcredit impact:

- At individual level: smaller loans reduced poverty by lifting borrowers across the poverty line, while larger loans reduced it by expanding labour demand amongst poor people.
- At the household level: there is evidence that all institutions made a considerable contribution to the reduction of poverty and increase assets level.

MOURJI, F. (2000): "Étude de l'impact du programme de Zakoura Micro-credit". An electronic copy may be downloaded from http://www.zakourafoundation.org

Microfinance institutions covered in the analysis: Foundation ZAKOURA, Morocco.

Main analysis methodology: Control group comparison with incoming clients. Focus groups, qualitative individual interviews. Statistical significant measured.

Main results regarding microcredit program:

- At the individual level: Positive impact on the client's autonomy.
- At the household level: Positive impact on income, on the expenditure on children's education and on diet quality.
- At the enterprise level: Positive impact on net revenue, on sales, on activity diversification and on enterprise development. No significant impact on the level of professionalism.

MUENCH, S. (2000): "Impact survey report of the Mercy Corps International microcredit program Bosnia and Herzegovina". Microfinance Centre, Warsaw Poland.

An electronic copy may be downloaded from http://www.microlinks.org

Microfinance institutions covered in the analysis: Mercy Corps Microfinance program

Main analysis methodology: Control group comparison. It measures the statistical significance and the standard deviation. Yes/no questions to measure the client's past situation.



Main results (of uncertain validity due to sample design bias and country context bias) regarding microcredit impact:

- The household wellbeing impact has not been reached at this time. Results were not significant, maybe due to the small sample size, and to the situation of the country (post-conflict), as well as to the access all people have to aid programs. Despite this, old clients experience a positive trend that over time may become a significant impact.
- Business impact seems greater than household wellbeing. Although not all the results are significant and the data are not uniformly positive.

MURIEL, V. (2000): "Microcrédito y pobreza: un ejercicio empírico sobre el impacto del Banco Grameen", Boletín Económico de ICE 2659, 10-16 Julio.

Microfinance institutions covered in the analysis: Grameen Bank

Main analysis methodology: control group comparison. Endogeneity bias is avoided by application of Heckman's procedure.

Main results regarding microcredit impact:

- At the household level: access to microfinance does not change school attendance in the short run, but it has a significant effect in the long run, higher for boys than for girls.

REKENEIRE, A. (2004): "Impact du Microcrédit sur la population de Taounate", FONDEP. An electronic copy may be downloaded from http://www.fondep.com

Microfinance institutions covered in the analysis: Fondep, Morocco.

Main analysis methodology: No control group and no longitudinal analysis.

Main results (of limited validity due to methodological defects) regarding microcredit impact:

- Clients' satisfaction with the program is very high.
- Client's perception of the impact is generally high, although varies depending on the client's economic situation, the less poor being the ones that perceive a greater impact.
- Microcredit is mainly used for working capital, investments, consumption and emergencies (the later being used particularly by the poorest layers).

ROULLET, L. (2005): "Microfinance in Palestine 2005: Overview of impact and potential; Recommendations to the main actors of the sector". Israel/Palestine Centre for Research and Information, IPCRI. An electronic copy may be downloaded from http://www.ipcri.org

Microfinance institutions covered in the analysis: 8 institutions of the Palestinian Network for Small and Micro Finance (23.000 clients).

Main analysis methodology: interviews in cities and villages, to microfinance institutions clients, staff, non-clients and researchers. Statistical significance is not measured.

Main results regarding microcredit impact:

- The impact is perceived as positive by the board of directors, the managers and loan officers. Beyond the direct "micro-impact" on the families and the communities, they insist on an impact on credit culture. This is considered as a good chance for a change of mentality for their country.

SULTANA, M. and NIGAM, A. (1999): "Impact assessment study of the Family Development Fund, Egypt". UNICEF. An electronic copy may be downloaded from http://www.nissi.org

Microfinance institution covered in the analysis: Family Development Fund (FDF, initiated by UNICEF in 1993).

Main analysis methodology: quantitative analysis on a household survey questionnaire collecting information on the socio-economic profile of the borrowers, children's education, utilisation of child labour, use of health services, awareness on nutrition, access to safe water, awareness on sanitation and AIDS, utilisation of loans, improved income and asset building, and women's empowerment. Focus group interviews were also used.

Main results regarding microcredit impact:



- At the individual level: microfinance participation might increase empowerment of women.
- At the household level: the percentage of borrowers whose children did not go to school dropped from 23% to 16% suggesting that access to credit, and the income generated from the self-employment, along with the creation of social awareness through the centre meetings may have been a factor in improving school enrolment. Nutrition seems to be better for the treatment group than for the non-borrowers, which is likely due to both an improvement in the income of the family, the fact that the income is being generated by the women who have some degree of control over its use and their preference for spending it on food, and the health and nutrition training imparted at the centre meetings. Health training also seems to be useful.

TSILIKOUNAS, C. (2000): "Impact Survey; ICMC and Project Enterprise, Bosnia and Herzegovina". International Catholic Migration Commission. An electronic copy may be downloaded from http://www.microlinks.org

Microfinance institution covered in the analysis: International Catholic Migration Commission (Bosnia and Herzegovina, 1050 clients).

Main analysis methodology: based on AIMS impact assessment methodology.

Main results regarding microcredit impact:

- At the household level: a larger percentage of clients saw their household income increase significantly in the last 12 months, but also more clients than non-clients saw their income decrease. A composite variable is created to measure evolution in spending pattern, which shows significantly higher results for clients of the program as compared to non-clients.
- At the enterprise level: no statistically significant difference was found between clients and non-clients in terms of business sales and business profit, net assets or employment.

WAMPFLER, B. (2006): "Étude d'impact du réseau CECAM à Madagascar: Principaux résultats de la première année d'études", European Union. An electronic copy may be downloaded from http://www.microfinancegateway.org

Microfinance institutions covered in the analysis: Reseau des Caisse d'épargne et de crédit agricole CECAM.

Main analysis methodology: Control group comparison. The results of the with-without study will be the baseline for a later monitoring in a longitudinal comparison. Case study for 88 households. Interviews of 12 agricultural cooperative organizations and the institution's staff. Statistical significance is not presented.

Main results regarding microcredit impact:

 Institution's development: Number of institutions, number of partners, credit portfolio, savings, equity, number of products and services.

### 3 Reports that pass the exclusion criteria

- AL AMANA (2004): "Evaluation de la contribution de l'offre de micro-crédit d'Al Amana au développement des conditions des micro- entrepreneurs".
- BARNES, C. (2001): "Microfinance projects clients and impact: An assessment of Zambuko Trust, Zimbabwe". AIMS Project, from USAID.
- CHEN, M. and SNODGRASS, R. (2001): "Managing resources, activities and risks in urban India: The Impact of SEWA Bank". AIMS Project, from USAID.
- DUNN, E. and GORDON ARBUKLE, J. (2001): "The impacts of microcredit: A case study from Peru". AIMS Project, from USAID.



- EDGCOMB, E. and GARBER, C. (1998): "Practitioner-led impact assessment: A test in Honduras". AIMS Project, from USAID.
- ESGC (2004): "Malawi companion report; UNDP Microfinance programme impact assessment". UNDP.
- ESGC (2003): "Haiti companion report: UNDP Microfinance Programme impact assessment". UNDP.
- ESGC (2003): "Nigeria companion report: UNDP Microfinance Programme impact assessment". UNDP.
- GUBERT, F. and ROUBAUD, F. (2005): "Analyser l'impact d'un projet de microfinance: L'exemple d'ADeFi à Madagascar", *Agence Française du Développement*, Paris.
- IKM (2004): "Evaluation de l'impact des microfinance au Maroc", Planet Finance.
- IKM (2007): "National Impact and market study of microfinance in Jordan". Planet Finance.
- IKM (2006): "Impact and market research report: UNRWA", Planet Finance.
- JONHSON, S. and COPESTAKE, J. (2002): "FINCA-Malawi impact assessment research". Centre for Development Studies, University of Bath.
- KHANDKER, S. (2005): "Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel. Data from Bangladesh", The World Bank Economic Review, September.
- MKNELLY, B. and DUNFORD, C. (1999): "Impacto de Crédito con Educación en las madres y en la nutrición de sus Niños Pequeños: Programa CRECER de Crédito con Educación en Bolivia". Freedom from Hunger.
- MKNELLY, B. and LIPPOLD, K. (1998), "Practitioner-led impact assessment: A test in Mali", AIMS Project from USAID.
- MOSLEY, P. (1999): "Microfinance and Poverty: Bolivia case study", World Bank. Report commissioned for the World Development Report 2000/2001.
- MOURJI, F. (2000): "Étude de l'impact du programme de Zakoura Micro-crédit".
- MURIEL, V. (2000): "Microcrédito y pobreza: un ejercicio empírico sobre el impacto del Banco Grameen". *Boletín Económico ICE N*°2659, del 10 al 16 de julio de 2000.
- TSILIKOUNAS, C. (2000): "Impact Survey; ICMC and Project Enterprise, Bosnia and Herzegovina". International Catholic Migration Commission.



## Annex II – Quantitative and qualitative methods for impact assessment

Impact assessment can be performed on a quantitative as well as a qualitative basis. The advantages of a quantitative analysis are clear: on the one hand, it produces an objective impact measure, which therefore can be compared over time and across countries. On the other hand, it allows an unbiased aggregation of the results from different studies, in order to produce incremental knowledge on the impacts of microfinance services.

However, quantitative data sources usually imply a loss of information, since most human situations, even those directly related to economic issues, cannot be reduced to variables and figures. Qualitative data, in contrast, allow for richer and deeper descriptions, suitable to let the reader get a good picture of the reality the researcher knows. The nature of qualitative analysis, however, involves a high risk, namely that a false result wrongly evaluated by the researcher is presented as true to the reader, who is in a extremely weak position when facing a qualitative analysis due to the lack of contrast instruments and evaluation tools. This is why in most impact assessment studies the analysis is focused on quantitative data which are treated using quantitative methods, saving qualitative data for case studies and additional information provided to the reader in order to strengthen ideas and results.

Quantitative data are mainly used in order to perform a counterfactual analysis and estimate non-observed effects, those that would have arisen if microfinance had not occurred, and then compare them with the observed effects, associated with microfinance. These non-observed effects can be estimated from past observations of the same individual or group or from contemporary observations of similar individuals or groups. Computer simulations can also be used to estimate counterfactual effects, but no such study related to microfinance has been performed up to date.

Two main issues arise when performing a microfinance counterfactual analysis (or a comparison with counterfactual estimations) using past data. The first one is the determination of the effects that are really due to microfinance, and the isolation of these effects from those that would have arisen anyway, due to normal variable evolution or to other changes that have also taken place. This is an extremely important task, since otherwise all changes in the apparently affected variables will be attributed to microfinance, distorting the results and producing wrong results about microfinance impact. Economic modelling, allowing for the effects of different changes occurring at the same time as microfinance program, can avoid this bias. Impact assessment studies that do not take into account these changes and their expected effects cannot be considered scientifically valid.

The second important issue in microfinance counterfactual analysis using past data is the determination of the statistical significance of the estimated changes. Simple comparison of the observed variables, before and after a microfinance program is applied, is an ambiguous indicator with no scientific value. Instead of simple comparison, parametric and non-parametric test statistics can be used to reject the hypothesis that the observed before and after variables come from the same distribution and, therefore, that a certain microfinance program has produced no effect. Panel data and time series analyses allowing for exogenous shocks are more appropriate tools, since they can be used not only to identify effects, but also to measure them

Microfinance counterfactual analysis may also be performed by comparing the results for the individuals in the group with effective access to microfinance, which is called treatment group, against contemporary observations of a similar set of individuals with no access to microfinance, which is called control group. Treatment and control groups must be as similar as possible; ideally, their only difference should be access to microfinance, but of course real differences are usually much wider. Again, there are two main issues at stake. The first one is the determination of the effects really due to microfinance, and the isolation of these effects from those due to other non-observed variables. This is a complex task, since one of these non-observed variables is self-selection to take part in a microfinance program, or to be excluded from it. This means that



the economic success of a person with access to microfinance might be an endogenous variable, namely if the only people that access microfinance facilities are precisely those with personal abilities and attitudes to succeed. In these circumstances, success would be linked to microfinance, but it would be wrong to conclude that it is a result of it.

If the effects in the treatment group really due to microfinance cannot be fully isolated, and this includes taking into account the self-selection problem, all differences in the group with access to microfinance will be attributed to microfinance, and the results about its impact will be biased. Economic modelling, improved sample selection, and econometric techniques to detach self-selection bias are some of the available solutions to avoid this sort of problems. Once again, impact assessment studies that do not take into account the need to control for non-observed differences cannot be considered scientifically valid.

In order to avoid the bias generated by self-selection problem and non-observed differences between the treatment and the control group, many studies use as a control group some of the new incoming members, those that have been accepted in the program but with no access to microfinance yet. This group is then compared against the treatment group, formed by people with effective access to microfinance. This procedure has the advantage of producing a suitable natural control group, with no selection bias and with obviously similar characteristics to the treatment group, since both groups are formed by people that have already been selected to take part of the program. Furthermore, it is not an expensive procedure, since the groups can be easily identified.

The second important issue regarding microfinance counterfactual analysis with a control group is, again, the determination of the significance of the estimated differences. Simple comparison of the observed variables means, with and without the application of a microfinance program, has no value as a scientific indicator. Parametric and non-parametric test statistics can be used rather than simple mean comparison to evaluate significance. Test statistics may reject the hypothesis that the observed with and without variables come from the same distribution and, therefore, that a given microfinance program has produced no effect. Linear regression and, of course, panel data are more appropriate tools, since they can be used to measure impacts.

The data required to perform microfinance impact assessment studies can be obtained from the available information, already gathered by microfinance institutions among their clients, and also from *ad hoc* surveys designed to collect impact information. The first method has the obvious advantage of a lower cost, but introduces the possibility of severe methodological problems, since the sampling is not random, no information is collected from non-clients, and, as data collectors have an interest in a certain sort of answers in order to better justify their microfinance work, some bias can be expected in the results. The implementation of surveys to collect impact information is a much more powerful tool suitable to avoid these methodological difficulties, but also at a higher cost.



### **Annex III - Impact assessment studies**

This annex outlines the scope of 34 microfinance impact assessment studies reviewed by the report, 10 of which cover Mediterranean countries, and discusses the methodologies employed in these studies. These methodological choices are closely related to the underlying objectives of the impact assessments, and have implications for the cost and duration of the studies as well as the conclusions that can eventually be drawn from them.

### 1 Definitions

The term microfinance includes credit, savings, insurance products and money-transfer services. For the Mediterranean region, regulations have until recently ruled out savings<sup>1</sup> for most MFIs and micro-insurance is not generally available. Therefore microfinance, for the most part means micro-credit. Furthermore, since the report is about assessment of the impact of MFIs, traditional forms of micro-credit, such as money-lenders, pawn shops, and informal loans are excluded from the definition. However, the remainder is itself a diverse group including, consumer credit, activity-based credit, various types of NGO credit, as well as Grameen-credit. This diversity itself contributes to the diversity of impact assessment methods and outcomes.

MFIs are a broadly defined group of microfinance providers including both social businesses (NGOs, associations, and cooperatives) which do not aim to make a profit, and profit-maximising enterprises<sup>2</sup>. This distinction has a bearing on the need for impact assessment by the MFI, and the design and implementation of the studies. On the one hand, the application of "best practices", including market oriented ones, might be good for the business and objectives of all kind of MFIs, and, on the other hand, even for-profit MFIs may also have a social mission and certainly their financial activity will have social effects.

Impact assessment is defined in the procedural manuals of several aid agencies<sup>3</sup> as the counterfactual analysis of outputs and outcomes of an intervention. The general methods are applicable to a wide range of operations, programs and policies, though microfinance has received special attention, and assessment methods have been adapted to its specific needs. When applied to microfinance, impact assessment is performed to reveal how financial services affect the life of the people who have access to these services, as well as their families and business. For this task, assessment studies necessarily focus on variables related to income and welfare, using statistical validation to reduce the risk that the researcher imposes his or her own views. Furthermore, it is important to avoid confusion with analysis of the MFI, and market research, though in some instances these other types of analysis have elements in common with impact analysis.

### 2 Scope of the literature

This section presents the sample of 34 impact assessment reports selected for review, in order to get a global picture on the current situation of microfinance impact assessment. The following issues concerning the reports are described: geographical focus, sponsor, activity under evaluation, microfinance product under assessment, measured variables, employed methods,

<sup>1</sup> Yemen is an exception in the Middle East North Africa region where voluntary savings is a long-standing component of microfinance service provision.

<sup>2</sup> Yunus 2007

<sup>3</sup> For example, ADB Impact Evaluation Methodological and Operational Issues.



methodological models and objectives. It must be highlighted that the results are certainly conditioned by the sample of studies actually identified and selected. However, an effort has been made to cover a representative sample of the different kind of reports published up to date regarding employed methods, regional focus and sponsor.

### Geographical focus

The sample consists of impact assessment reports conducted all over the world. However, most of the reports, 16 out of 34, focus on African countries. A special effort has been made in order to obtain reports on the FEMIP partner countries. Concerning the Mediterranean region, 10 reports were identified and analyzed, namely 4 reports from Morocco, 3 reports from Palestinian territories, 1 report from Jordan, 1 report from Tunisia, and 1 report from Egypt.

### Sponsor

Impact assessment reports are mainly prompted and financed by multilateral organizations. Within our sample, 17 of the reports were funded by multilateral donors, USAID being the most active, with its AIMS program aimed at measuring microfinance impact, the World Bank and the UNCDF. Other multilateral or bilateral organizations that finance impact assessment reports are ADF, the European Union, IDB and Unicef.

Apart from multilateral donors, other important actors are the MFIs themselves, which in some cases conduct and finance their own studies, particularly in the Mediterranean region. Specifically 6 studies were conducted by MFIs, 5 of them belonging to the Mediterranean basin. Some reports have been sponsored by NGOs, Governments and Universities.

### Activity under evaluation

Some of the reports analyze the impact of donors and DNGO's programs, particularly the reports which have been financed by multilateral donors. These programs tend to be time limited and with specific objectives set out in advance; and they are not always focused on developing sustainable financial services for SMEs, appropriate to their needs and characteristics, but are aimed at achieving different goals related to different sectors such as women empowerment or child nutrition.

However, NGOs and MFIs ongoing activities are also the focus of some of the reports, particularly of those conducted by the MFIs themselves, as well as reports prompted by multilateral organizations.

Given the fact that most impact assessment reports in the Mediterranean countries have been developed by MFIs, the focus is evidently placed on MFIs' ongoing activities.

### Microfinance products under analysis

Although the concept of microfinance consists of a diverse range of products and services, most of the analyzed reports focused exclusively on the impact of credit.

In this regard, it is important to emphasize that in nearly one third of the analyzed reports, programs and MFIs do offer other services such as savings or training. However, when designing the treatment group, the sample is only made of people who have been granted a loan, not considering the use of other services as a control variable. These additional services certainly exert an influence on the clients, but measured impact cannot be attributed to them. This issue might be producing a bias in the results, of unknown size. The only report which specifically addresses savings as well as credit is Chen, M. and Snodgrass, R. (2001), India SEWA Bank.



### Measured variables

Most reports follow the structure proposed by the AIMS project, which divides impact into three categories, as follows:

Individual level: This is the least studied level, and the number of variables is the smallest. Most of the variables focus on empowerment, particularly empowerment of women.

Household level: The variables studied at this level are more diverse. The most frequent variables are income level, housing improvements and expenditure on food.

Enterprise level: This is the most commonly studied level. The variables most frequently found in reports are revenue, assets and employment.

This structure is also followed by most reports from the Mediterranean region.

### Applied methods

Almost all the reports base their conclusions on quantitative methods, which are sometimes complemented with other qualitative instruments, such as in-depth interviews, focus groups or case studies. Three of the analyzed reports rely exclusively on qualitative methods.

Regarding the quantitative methods, the vast majority of the reports use a control group method, where the impact in the "treatment" group with access to microfinance is compared to a control group. This is the case for 25 reports. In order to select the control group, a solution which has been widely implemented is taking incoming clients who are yet to receive a loan or who have not completed their first loan cycle.

On the other hand, one third of the studies use a longitudinal method, comparing the situation before having access to microfinance with the one afterwards.

Regarding the Mediterranean region under study, the method commonly used is a control group comparison. Only one of the reports uses a longitudinal method, and one is based exclusively on qualitative methods.

### Methodological models

The IKM and AIMS methodological models are commonly used by the microfinance industry, because of their widely-accepted validity. These models are regarded by many microfinance practitioners as a proof of a quality standard.

In the sample, approximately half of the reports are either conducted by the AIMS project, by an AIMS project collaborator or by any other practitioner claiming to be using AIMS methodology. This gives an idea of the current common acceptance of the AIMS methodology and approach.

In the Mediterranean region, three reports refer to the AIMS methodological model, and three to IKM. These methodologies are "mid-range" in terms of their cost and complexity.

### **Objectives**

The purposes set out in the different Impact Assessments reports generally vary depending on the institution that conducts it (either an MFI or a donor, for instance), and therefore on its interests, role and mission within the microfinance industry. Among the objectives most frequently found, we can underline the following spheres:

Main objective set out by all kinds of microfinance practitioners:

- To obtain context specific knowledge: A significant proportion of the studies seek to measure the impact of a given MFI or donor funded program, without questioning how it might be useful to know this impact.



### Main objectives set out by donors:

- Development of broad knowledge on microfinance: Some of the studies carried out by donors and particularly by multilateral organizations, have the objective of gaining a better broad understanding of the role of the financial services in issues like helping the poor or improving empowerment of women.
- Use of impact assessment as an accomplishment measurement tool: Some of the studies related to donor funded programs were aimed at examining the extent to which the program accomplished its objectives and reached the expected results.
- To obtain input for further program improvement: Some of the studies related to donor funded programs claim to use the impact assessment study to improve the program design and approach in order to improve its impact.
- Specific AIMS objectives: To develop impact assessment tools to be easily used by all kind of microfinance actors, and at the same time to gain a better understanding of the processes by which micro-enterprise programs strengthen businesses and improve the welfare of micro-entrepreneurs and their households.
- Specific UNCDF PIA objectives: The UNCDF Program Impact Assessment reports additionally conduct an institutional analysis and assess whether the intervention and program objectives were relevant, significant and in line with the countries strategic priorities as stated in the broader UN framework. Another objective is to assess the extent to which a pilot operation exerts a wider influence and leverage on policy and provides a tested model for replication.

### Main objectives set out by MFIs:

To increase knowledge about the market and to obtain feedback for product improvement: Some of the studies, particularly those conducted by MFIs, additionally look for results related to market research, such as detailed socio-economic characteristics and information about the activities of clients and non clients, MFI outreach or the reasons for client drop outs, with the aim of better responding to the clients' needs. This objective is wide-spread among the reports conducted by MFIs in the Mediterranean countries.

Other objectives mentioned by MFIs are the valuation of a strategy in order to know whether it achieved the expected results, the creation of criteria to measure the performance of credit agents, and the use of an impact assessment report as a baseline to create a regular impact monitoring system.



## Annex IV. – Survey on the economic and social impact of microfinance

The 53 MFIs that are members of Sanabel-Microfinance network of the Arab countries, listed below, were sent a questionnaire on microfinance impact assessment. The English version of this questionnaire can be found below; the MFIs were also sent an Arabic version and, when appropriate, a French version.

The questionnaire was answered within the deadline by 26 institutions, and one of them was removed from the sample as invalid. The results from the remaining 25 questionnaires, 47,2% of the total population, are presented in this section. Some of these results are related to the interest of MFIs in carrying out impact assessment studies, while others refer to the information the institutions keep on record about their clients. The sample of institutions is very small to reach statistically valid conclusions, but the aim of this survey is to offer a snapshot of the situation rather than achieve conclusive results based on the answers provided by the surveyed institutions.

### 1 Questionnaire

The European Investment Bank (EIB), in partnership with SANABEL the Microfinance Network of Arab Countries, has commissioned NODUS Consultores to develop a report that summarizes the findings of different studies on the impact of microfinance programmes. The report will be presented for discussion at the FEMIP Conference on 5 May in association with the Fifth Annual Conference of Sanabel. As a part of this task, NODUS Consultores has designed a short questionnaire to collect some important information from Microfinance Institutions.

The main objective of this questionnaire is to contribute to the knowledge about the impact of microfinance programs, in order to improve the effectiveness of the work of Microfinance Institutions. Responses will be treated in confidence, and the published report will summarise the overall situation without attributing particular comments to individual institutions.

We would appreciate if you could spend a few minutes answering the questions below, and then send them back to Laura Munoz by email (Imunoz@nodusconsultores.com) or by fax (+34 913 150 677). She can also be contacted by phone (+34 913 237 459) for any doubt or problem that may arise.

Our time schedule is very tight, so we would also value your prompt response. <u>Please note that we will not be able to take into account your answers if they do not reach us by February 6th.</u>

Thank you very much in advance.



Institution:	self.
Person answering this questionnaire:	
Name	
Position	
e-mail	
Fax number	
Telephone number	
QUESTIONNAIRE	
A. ABOUT YOUR INSTITUTION	
1. Has your institution conducted any study on the impact of microfinance in your lives?	· clients
[ ] YES – Then, please answer questions 1.1 to 1.5 below:	
1.1 What are the main reasons that motivated this survey?:	r 1
A donor asked your institution to do it	
The Government asked your institution to do it	
It could have a positive incidence in your institution business	[]
Other reasons (please specify: )	[]
1.2 Has the survey been useful for your institution? In what way?  Improve the institution business [ ]	
Improve the institutional image and attract donors' funding	[]
Other (please specify: ) [ ]	
Not useful [ ]	
1.3 How did you finance it?  If you have obtained funds from different sources, please specify their shares:  Source:	
Your institution own resources	( %)
Government	( %)
Donors	( %)
Other sources (please specify: )	( %)

TOTAL .......100%

)......[]

1.4 Is your institution planning further impact assessment?

Yes (please specify:

out?



### PLEASE SKIP TO QUESTION 2

<ul><li>[ ] NO – Then, please answer questions 1.6 to 1.8 below:</li><li>1.6 What are the main reasons why your institution has not cassessment study?</li></ul>	onducted any impact
Your institution does not consider it useful	[]
Your institution does not have enough financial resources	
Other reasons (please specify: )	[]
1.7 Which of the following would you consider the main advanta impact assessment study?	ges of conducting an
Improve the institution business	[]
Improve the institutional image and attract donors' funding	[]
Other (please specify: ) [ ]	
Not useful  1.8 Would your institution be interested in conducting an impact as participating in one by providing the data you keep record of?  Yes	_
No	
Only if externally funded	
Only if externally furided	
2. Which system does your institution use to store the information of Office forms and files	
Computer applications (Access, Excel, OpenOffice, other software)	
Your institution does not keep record of clients' data	[]
3. How many employees does your institution have?	()
B. ABOUT YOUR CLIENTS	
4. Please check the appropriate boxes below if your institution information in relation to the clients' personal characteristics:	•
Level of personal income	
Level of education	
Health status	
Age	
Gender	
Number of children	[]
5. Please check the appropriate boxes below if your institution information in relation to the clients' <u>household income</u> :	
Level of household income	
Origin of household income	
Number of people in the family with an economic activity	
Historical data record of the above mentioned	[]



6. Please check the appropriate boxes below if your institution collects the following information in relation to the clients' <u>living conditions</u> :	
Level of health expenditure[]	
Level of expenditure on children's education	
Level of food expenditure	
Level of expenditure on home improvements	
Historical data record of the above mentioned	
7. Please check the appropriate boxes below if your institution collects the following information in relation to the clients' microenterprises:	ļ
Number of employees	
Turnover[]	
Profits	
Assets	
Historical data record of the above mentioned	
8. Please check the appropriate boxes below if your institution collects the following information in relation to the institution business for each client:  Number of credits	ļ
Historical data record of the above mentioned	
C. COMMENTS	
9. Please use the space below to state any comments you or your institution consider of interest for this study:	

### 2 Interest of MFIs in carrying out impact assessment studies

This part is based on the answers from MFIs to the questionnaire regarding their interest in carrying out impact assessment studies (questions 1.1 to 1.8 in the questionnaires). The first question MFIs were asked was whether they had already conducted any impact assessment. In this regard, 13 of the institutions stated having conducted a study of this kind, whereas 12 of them haven't undertaken any.

### MFIs which have conducted an impact assessment

Among the MFIs that answered affirmatively, the reason argued to prompt the development of this kind of studies was, in the first place, that it could have a positive incidence in their business. This argument was given by 12 out of the 13 MFIs. Despite this positive answer, almost no institution made clear in the questionnaire how the results achieved by impact assessment studies could improve their business; the only comment in this regard, given by one MFI, was to provide information to other stakeholders.



It is also noteworthy that 4 of the answers pointed out the influence of a donor or the government, which would have asked them to conduct the impact assessment study. The underlying idea is that in some cases donors and governments may be inducing MFIs to devote resources, either human or economic, to a study that they may not be interested in.

When asked if the impact assessment was actually useful for the institution, 12 of the 13 MFIs answered affirmatively. Specifically, 10 of the 13 institutions stated that the impact assessment they had conducted had helped them improve their business, which in nearly all the cases coincides with the MFIs that had previously stated that was the reason they had done it. Again, almost no institution made clear in the questionnaire how the results achieved by impact assessment studies were useful to them, but three MFIs stated that they were useful to design and modify loan products and expand market, to improve the global image of the sector, and to study the adequacy of loan amounts and the morabaha ratio.

Bringing about the findings presented in section 3 ("impact assessment results"), it could be interesting to recall that many of the impact assessment studies conducted by MFIs, most of them from the Mediterranean region, had set out objectives, methodologies and contents that were actually related to market research rather than impact assessment itself, despite the fact that the latter name was frequently used. This might be understood as an explanation of the usefulness MFIs find in what they call "impact assessment".

On the other hand, 7 of these 10 MFIs that answered impact assessment had helped them to improve their business, also declared that the impact assessment was a way to attract donors' funding. This fact is particularly relevant in a region where financial services to micro-enterprises are mainly supplied by NGOs, which are forbidden by Law to collect deposits from the public, and are largely dependent on donors' loans and donations, since the access to commercial loans is in many cases restricted to operations with, again, a donor's guarantee. This restriction on the collection of deposits draws a scenario of MFIs that, although in some cases are achieving financial sustainability, are still dependent on donors' resources to finance their growth. This would reinforce the idea that in some cases impact assessments are induced from outside the MFIs; and that the interest of MFIs may be in attracting funds.

Another reason for a MFI to conduct an impact assessment is to support the decision-making process at the national level, in order to influence issues such as regulatory reform.

When the MFIs were asked how they had financed the impact assessment studies, the answers are split between 5 MFIs that have financed the study with their own resources, and other 5 which used funds from donors. This means that only 25% of the whole sample of MFIs decided to allocate their own resources to financing impact assessment studies.

The fact of not being allocating their own financial resources could imply a possible lower commitment or a lower interest in the results. The contrary might be true for the MFIs that are devoting their own resources, which might be considered as a sign of a greater engagement, since it is their money which is at stake.

It is noteworthy that 3 out of the 5 MFIs that financed an impact assessment study report that it was useful to attract donors' funding, and one also states that the study was made at the donor's request.

When asked if the institution was planning further impact assessment, all of the MFIs gave a positive answer. This would lead us to the conclusion that, whatever use MFIs may be finding to carry out impact assessment studies, they consider it worthy to continue this trend. The question would still be whether the interest shown is motivated by an inherent conviction on the usefulness of the results, or by a need for donations or loans.

In that sense, it would be very interesting to analyze the content of the impact assessments conducted by these MFIs and how, if that was to be the case, the result of these studies could help a microfinance institution improve its business, compared to the cost of such activity and the actual resources a MFI could devote. That is, the actual cost benefit of impact assessment for a MFI.



### MFIs which have not conducted an impact assessment

Among the MFIs that answered negatively, the reason argued by 11 of the 12 institutions concerned was the lack of financial resources to conduct such a study. This suggests that the high cost of this kind of studies is a major obstacle and the fact that MFIs do not always consider that the potential benefit outweighs the expenditure. One of the MFIs declared it didn't consider impact assessments useful.

Under the heading "other reasons", 5 MFIs added comments such as their lack of expertise, the unjustifiable cost of the study, or that they didn't considered impact assessments as a priority. Some stated that the MFI preferred to focus in the institution's growth, in its financial viability or in other more pressing matters. This may be due to the fact that impact assessment is not considered by all MFIs to have an important influence on their ongoing activities.

When asked what the advantage would be of conducting an impact assessment, the majority affirmed that it is to improve the business. Following a similar pattern as for the MFIs which had conducted an impact assessment, 7 of them also declared it would be useful for attracting donor's funding.

Under the heading "other advantages", 4 MFIs added some comments such as better defining the target clientele and better designing products, both of which coincide with the idea that MFIs develop impact assessment studies as market research, with objectives different from those of actually measuring impact or verifying that the social mission of the institution is being fulfilled.

The perception of the potential benefits from impact assessment seems to follow the same trend as for the MFIs which have already conducted one. Therefore, the conclusions would be in the same direction.

When MFIs were asked if they would be interested in conducting an impact assessment in the future, 4 of them answered positively, and 8 pointed out that they would only be interested in conducting an impact assessment if it was externally funded. This reinforces the idea that the cost is a major obstacle in this regard.

### 3 Information the MFIs keep about their clients

The objective of this section is to know which information could be easily provided by FEMIP Partner countries MFIs to perform impact assessment studies. This goal could be particularly interesting, given that many MFIs claim that the high cost of these studies represent an obstacle for many of them.

In this sense, we must start from the premise that a methodologically valid impact assessment needs of accurate information on clients, which some MFIs may be ready to contribute with. However, this information is not at all sufficient to develop an acceptable impact assessment.

For an impact assessment to be valid, first of all, information from non clients to be able to make a control group comparison needs to be collected. A longitudinal analysis would not be enough if there is not a control group since impact cannot be attributable exclusively to microfinance. In fact, impact from microfinance must be correctly isolated from other influencing factors.

Another aspect which is absolutely essential would be the designing of an appropriate sample, in a way that ensures that the control and the treatment group are comparable and matching.

Also, as we will see in this section, the information MFIs generally store is not comprehensive of all the data sought in an impact assessment, particularly in relation to data on the household welfare, which ultimately represents the impact from microfinance translated into the improvement of the households' living conditions.

Finally, whenever the impact assessment may be used as a tool to obtain donor's funding, it is important to realize the potential bias in the results of a study exclusively conducted by the MFI.



Therefore, we must be aware that MFIs can make use of the information they store about their clients, in order to make a useful contribution for the development of impact assessment carried out by donors or any other practitioner, but this information would not be in any case enough on its own to develop a valid impact assessment.

Once the premises are clear, and going back to the issue under discussion, it is important to bear in mind that microfinance institutions need to have information on the clients, their households and enterprises, as part of the MFI's ongoing activities. This information is used by credit agents to decide the grant of new loans and to monitor the repayment process. It can be considered as reliable, since it is the source the MFIs use to determine who becomes a client, and therefore will influence the whole business performance.

Depending on the institutional policies, and moreover on the level of computerization, MFIs may easily handle certain data on their clients without making any extra effort. In order to get an overall idea of their degree of computerization, MFIs were asked which system they use to store the information on clients. Out of the 23 institutions that answered this question, 22 stated they were using computer applications, such as Access, Excel, OpenOffice or other similar software. Out of these 22, 14 MFIs were also keeping information in paper forms and files, while 7 relied exclusively on computer software. Only one institution claimed not making use of computers to store the information.

For all the MFIs which stated to be combining traditional methods with computers, it would be interesting to deepen in this question and get to know to which extent the use of computers is actually spread. In any case, and given the answers received, it seems that it would not be exaggerated to believe most MFIs would not have many problems in handling and providing the information they keep about their clients.

Regarding the kind of information MFIs collect from their clients for business purposes, the answers show that the following variables are commonly stored:

- In relation to the clients' profile, the vast majority of institutions affirmed to be collecting information on personal income level (96%), educational level (88%), age (96%), gender (96%) and number of children (88%).
- In relation to the institution's business, the vast majority of institutions affirmed to be collecting information regarding the credits amounts (92%), number of credits (88%) and repayment performance (84%). It should be noted that 45% of the institutions affirmed to be registering information on savings amounts, but for most of the cases, this cannot be referred to deposits collected within the institution as national regulations do not allow them to take deposits. It should be considered as savings outside the institution.
- In relation to the household, the vast majority of institutions affirmed to be collecting information on household income (96%), origin of the income (88%), and number of people with economic activity (76%).
- In relation to the micro-enterprise, the vast majority of institutions affirmed to be collecting information on the sector of activity (96%) and profits (96%), turnover (88%), assets (80%) and number of employees (76%).
- The group of information the least used is referred to the clients' living conditions, as follows: children's education (52%), food expenditure (44%), health expenditure (32%) and home improvements (28%).

Concerning the variables related to the institution's business, the household and the enterprise, 68% of the institutions also declare to be keeping historical records of the information stored. This percentage decreases to 24% for living conditions related variables.

Many of the variables here presented are used to measure the impact of microfinance in many of the reports analyzed in previous sections. Therefore, regardless the role a MFI could or should play in relation to the development of an impact assessment study, many MFIs could actually make a significant contribution to the measurement of this impact by providing this information,



without devoting extra resources, nor human nor economic, and hence without interfering in their ongoing activities.

### 4 Summary of the survey findings

As a general rule, and with the limitations so as to the validity of the results already mentioned, the MFIs surveyed have shown a clear interest in conducting impact assessment, and approximately half of them have already conducted one. The main obstacle that prevents the other half from conducting one is the financing issue. It can be concluded, therefore, that the cost of these studies, in general, is perceived as too high to be assumed by many of the MFIs, which need to devote their resources, both human and economic, to questions closely related to their viability and growth, which must be their primary focus.

Concerning the reasons given by MFIs, many of them state that impact assessment could help to improve their business. In this regard, a plausible explanation could be the fact that in the previous section, where the existing literature was reviewed, it was observed that many of the studies conducted by MFIs had a rather market research approach, going beyond what is actually defined as an impact assessment.

Another important conclusion is that some doubts arise regarding the underlying actual interest of MFIs in conducting impact assessment, since their answers leave us hints to suspect donors and governments are playing an essential role in inducing impact assessment studies as an implicit or explicit condition to grant donations or loans to the MFIs, which in this context happen to be largely dependent on these financing sources.

Regarding the information MFIs could easily provide from their clients, it would be important to say, first of all, that the level of computerization seems to be sufficient to provide the information they store on clients. However, other obstacles may arise related to the lack of data centralization and the mixed use of computers with traditional methods of information storage.

According to the answers received, surveyed MFIs handle information regarding the client profile, its enterprise, its household and the services accessed, which is generally studied in impact assessment. Clients' living conditions represent the least studied variables, which in turn are one of the main outputs of impact assessments. Therefore, the surveyed MFIs could make some contribution to impact assessment studies by providing the information they store about their clients. It should be noted, however, that this useful contribution cannot be considered enough on its own, since a valid impact assessment necessarily requires a counterfactual comparison, an appropriate sample design, comprehensive client data and no threat on induced bias.

### 5 Surveyed Sanabel institutions

EGY	/PT
1	Regional Association to Develop Enterprise in Sohag
2	Assiut Business Women's Association
3	Industrial District Development Association
4	Young Men Moslem Association
5	Al Tadamun Microfinance Program
6	Alexandria Business Association (ABA)
7	Egyptian Society for Small Enterprise Development (ESED)
8	Assiut Businessmen Association-SME Project
9	Small Projects Development Association of Port Said (SEDAP)
10	Sharkia Business Association for Community Development
11	Coptic Evangalical Organisation for Social Services (CEOSS)
12	LEAD Foundation



13	Dakahlya Businessmen's Association for Community Development (DBACD)
14	Banque Du Caire/ Misr
15	Zeinab Kamel Hassan Foundation
16	North Sinai Businessmen Association
17	Egyptian Association for Comprehensive Development EACD
JOF	RDAN
18	Ahli Microfinancing Company
19	Microfund for Women
20	Middle East Micro Credit Company
21	Jordan Micro Credit Company (Tamweelcom)
22	National Microfinance Bank (Watani)
23	Development & Employment Fund (Reyada)
LEB	ANON
24	CHF International/AMEEN - Lebanon
25	Lebanese Association for Development - Al Majmoua
26	Makhzoumi Foundation
MO	ROCCO
27	Association Al Amana
28	Association Microcredit Societe sans Frontieres (AMSSF)
29	Fondation Banque Populaire pour le MicroCredit
30	Fondation Zakoura
31	Fondation pour le developpment Local et le Partenariat (FONDEP)
32	Association El-Karama
33	Institution Marocaine d'Appui a la Micro-Entreprise, INMAA
34	Fondation ARDI
35	Association Atil pour le MicroCredit
36	Association Microfinance Oued Srou (AMOS)
	ESTINE
37	Palestine for Credit & Development
38	UNRWA- Microfinance & Microenterprise Programme
39	The Arab Centre For Agricultural Development
40	Palestinian Businesswomen's Association (ASALA)
41	Access to Credit Program - CHF/ West Bank & Gaza
42	Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) Rafah Bank
SUE	
44	
SYF	Port Sudan Association for Small Enterprise (PASED)
45	UNDP Rural Community Development UNDP Support to the Rehabilitation in the Zeyzoun Area Project
46 TUN	IISIA
47	Enda Inter Arabe
YEN	
48	National Microfinance Foundation
49	AL Awael Microfinance Company
50	Social Fund for Development - SME Development Unit
51	Aden Microfinance Foundation
IRA	
52	Access to Credit Services Initiative "ACSI"
	IDI ARABIA
53	Abdul-Latif Jameel Community Services Program
၁၁	Abdul-Latii Jailleei Collillullity Services Flogfalli



### Annex V - Terms of reference

A Review of the Economic and Social Impact of Microfinance – with Analysis of Options for the Mediterranean Region

### 1 Background

The review is financed under the Facility for Euro Mediterranean Investment and Partnership (FEMIP) Trust Fund and follows up the findings/recommendations of the Ministerial meeting.

The overall objective is to add value by summing up the current state of economic and social impact assessment, with a specific focus on the Mediterranean Partner Countries, while at the same time laying the groundwork for future progress.

The assignment will produce a review of existing studies on the economic and social impact of microfinance with specific objectives as set out below. The intention is primarily one of learning from the existing literature and communicating both within the Bank and with the practitioners and stakeholders in the Mediterranean Partner Countries where FEMIP is active<sup>4</sup>. The review will be presented in Tunisia in May 2008 at the EIB microfinance conference in connection with the 5<sup>th</sup> annual Sanabel<sup>5</sup> general assembly.

Over and above the learning agenda, the review also intends to identify gaps in the existing knowledge base and to set out the key considerations in the design of microfinance impact assessments and monitoring tools. These aspects of the review may lead to a subsequent assignment that would be the object of a further funding proposal.

### 2 Description of the assignment

### Beneficiary

The European Investment Bank

e-mail: g.frewer@eib.org

The contact person at the EIB for all issues related to the substance of the study is: Geoff Frewer, Senior Economist
Mailing address:
EIB, Ops-B/DEAS
European Investment Bank
100, bd Konrad Adenauer, L-2950 Luxembourg-Kirchberg
tel: 00 352 4379 87724

-

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Algeria, West Bank and Gaza Strip, Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Morocco, Syria, and Tunisia.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Sanabel is the regional network for microfinance institutions in the Arab world providing microfinance institutions with a forum for mutual learning and exchange of information, capacity building services, and advocacy for best practice microfinance.



However, correspondence on contractual and administrative issues relating to the contract should be addressed to:

Mr Stefan Kerpen, Ops-B/DEAS/Technical Assistance Unit. Mailing address:

EIB, Ops-B/DEAS/TAU

100, boulevard Konrad Adenauer, L-2950 Luxembourg-Kirchberg

tel: 00 352 4379 82924; fax: 00 352 4379 64999

e-mail: kerpen@eib.org

### Objectives of the Assignment

The objectives of the assignment are:

- to appraise the existing literature and to understand what valid conclusions can be drawn about the economic and social impact of microfinance with a particular focus on the circumstances and specific issues applying to the Mediterranean Partner Countries
- to set out the implications of the foregoing analysis for the future design and implementation of microfinance impact assessment in the Mediterranean Partner Countries (taking note of available information on the monitoring tools and methods used by microfinance practitioners).
- to identify and appraise gaps in the existing literature with regard to geographical coverage of Mediterranean Partner Countries and to the methodological and analytical limitations of the existing studies
- to summarise the general implications for the design and implementation of microfinance instruments
- to outline options for the way forward with microfinance impact assessment in the Mediterranean Partner Countries

### Requested Services (with indicative resources)

The requested services of the assignment are summarised as follows, with indicative estimates of the manpower requirement, which is estimated at 56 expert days in total.

### A. Methodological Issues (5 expert days)

The study will address the key methodological issues underlying the design of microfinance impact assessment studies including:

- Objectives of microfinance Economic growth / poverty reduction / micro vs macro impacts
- Objectives of the impact assessments Impact on poverty / MDGs / economic growth / gender issues
- Issues of sampling bias, selection and randomisation.
- Fungibility of microfinance lending and attribution of impacts to the microfinance instruments.

### B. Review of Impact Assessments (36 expert days)

Review of economic and social impact assessments worldwide, (with a geographical breakdown including the Mediterranean region), summarizing the key conclusions, and commenting on the validity of the results:

- impact on the target population / wider economic impact / MDGs
- beneficial impacts, e.g. economic opportunities etc
- harmful impacts on target population, e.g. indebtedness, depletion of assets, etc
- specific section on Mediterranean Partner Countries
  - the consultants will design a questionnaire (subject to no objection from EIB), distribute to the microfinance institutions operating in the region (EIB to



coordinate distribution list with Sanabel), and summarise and appraise responses.

assessment and monitoring methods (such as "ready-made poverty-measuring tools")
used by microfinance institutions as part of their on-going operations

### C. Lessons (5 expert days)

Overview of the key lessons from the literature, recommendations for Sanabel and or regional microfinance practitioners which may form the basis for subsequent debate at the conference:

- The impact of microfinance in general, with specific reference to the impact in the Mediterranean Partner Countries
- Design considerations and criteria that should be taken into account in the specification of future impact assessments
- Lessons for the design and implementation of microfinance programmes

### D. Options for Possible Phase II (10 expert days)

Building on the analysis of the literature and identification of the gaps in the existing research, the study will set out options for:

- Scientific microfinance impact assessment in the Mediterranean Partner Countries, conducted by an independent research group
- Development of standardised assessment and monitoring methods for use by microfinance practitioners in the Mediterranean Partner Countries.

The supporting analysis for the options should highlight key design and implementation considerations, including indicative cost implications where possible.

E. Sub-contract for services to be supplied by Professor Greeley (Institute for Development Studies, university of Sussex).

The contract will include an agreement to pay Professor Greeley a lump sum to cover all of his fees and expenses in connection with: review of preliminary and final drafts of the report, a meeting Greeley-EIB in Sussex, and participation as a discussant at the Tunis workshop.

### F. Sub-contract for Arabic language services

The contract will include a provision for Arabic language services in connection with telephone follow-up to the questionnaire detailed in item B above.

Liaison with the network group (including Sanabel, AFD, KfW, CGAP, and other interested institutions) will be coordinated by the EIB.

The review will take into account all relevant information and reports that already exist. Particular account will be taken of recent and on-going activities of other donors in the field, including EU programmes and the International Financial Institutions, as well as the activities of relevant ministries and government administrations, regulators and microfinance professionals and associations.

The final report and presentation will respond to comments by EIB on the draft.

### Specific Deliverables

The review will deliver the following:

- Written report of 30-50 pages covering the requested services of the assignment.
- An executive summary (maximum 5 pages).
- Free-standing leaflet highlighting the main issues / implications for a non-technical audience (2 pages).



- Separate volume of annexes as required
- Supporting material for a one-hour presentation
- Preliminary presentation at EIB in Luxembourg
- Final presentation and participation in the workshop and conference in Tunisia

### 3 Expert profile

The project manager / expert should have:

- a background in economics and a proven track record in the microfinance sector
- knowledge and expertise of microfinance impact assessment, and an established network of contacts with microfinance practitioners
- good report-writing and presentation skills.

### In addition:

- professional experience in Mediterranean Partner Countries is considered of utmost importance, and
- specific knowledge of the regional microfinance sector will be considered an advantage
- the expert should at least be fluent in written and spoken English and able to read and understand French.

### 4 Location, timing and reporting

Reporting language: English or French.

Duration: the study will be undertaken and delivered within the period from January to May 2008.

### Timing:

- A detailed outline of work in progress (electronic format) should be submitted to EIB by 15/2/2008.
- Delivery of draft report and presentation material (electronic format) to EIB, 25/3/2008, and 3 hard copies shortly thereafter.
- Presentation of draft report at EIB Luxembourg, around 3/4/2008 (to be confirmed)
- Delivery of the final report incorporating EIB comments (electronic format) to EIB
   14/4/2008, and hard copies shortly thereafter.
- At the discretion of the EIB, presentation of the final report in Tunisia at the "EIB Conference on Microfinance Impact Assessment" in connection with the "5<sup>th</sup> Annual Sanabel General Assembly", **5/5/2008**.
- Wrap-up meeting with EIB (videoconference, date to be determined).

The final study, including all documents produced under the study in annexes, should be prepared in either English or French. The executive summary must be written in both languages. 9 hard copies and one electronic copy on CD-ROM (clearly labelled with the contract title and number) should be submitted to the EIB, to the attention of Mr Stefan Kerpen, Ops-B/DEAS/Technical Assistance Unit.

### Visibility Requirements:

The study is financed under the Trust Fund of the Facility for Euro-Mediterranean Investment and Partnership (FEMIP). To ensure the visibility of the Fund, the following text should be included in the reports:

"The study is financed under the FEMIP Trust Fund. This Fund, which was established in 2004 and has been financed – to date – by 15 EU Member States and the European Commission, is intended to support the development of the private sector via the financing of studies and technical assistance measures and the provision of private equity."



The following disclaimer should also be included:

"The authors take full responsibility for the contents of this report. The opinions expressed do not necessarily reflect the view of the European Investment Bank".

		PETRE LIMBERTHAL LISSO DE RAMOS DEL SADO RESPUEL ARBON RELIGIOT DE SOS EL RAP LIMBER (MAR DE JASE) NE CHOS LIMBERT







Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat

### **FEMIP**

L'évaluation quantitative des effets bénéfiques de la microfinance continue de faire débat. Pour développer le secteur, il est important de mieux en comprendre l'impact économique et social. Cet aspect est fondamental pour que les institutions de microfinance puissent lever des fonds et mieux connaître les besoins du marché.

Financée par le Fonds Fiduciaire de la FEMIP, cette étude présente une série d'éléments démontrant les effets bénéfiques de la microfinance en Méditerranée et à l'échelle mondiale. En dépit des difficultés inhérentes aux études d'impact, ces éléments apportent néanmoins une solide confirmation de ce que nombre de professionnels du secteur ressentent comme une évidence.

L'étude présente les principales options qui peuvent contribuer au développement de la microfinance dans la région. Elle met en lumière les possibilités qui se présentent pour améliorer à l'avenir la cohérence de l'évaluation de l'impact de la microfinance ainsi que pour combler les lacunes du secteur et répondre à l'évolution de ses besoins.

### Banque européenne d'investissement

100, boulevard Konrad Adenauer L-2950 Luxembourg

(+352) 43 79 – 1

**(+352) 43 77 04** 

www.bei.org - @info@bei.org

Bureaux extérieurs dans les pays méditerranéens

Égypte: Jane Macpherson

Chef du bureau

6, Boulos Hanna Street - Dokki, 12311 Giza

(+20-2) 336 65 83

j.macpherson@bei.org

Maroc: René Perez

Chef du bureau

Riad Business Center, Aile sud,

Immeuble S3, 4è étage,

Boulevard Er-Riad - Rabat

(+212) 37 56 54 60 r.perez@bei.org

Tunisie: Diederick Zambon

Chef du bureau

70, avenue Mohammed V – TN-1002 Tunis

(+216) 71 28 02 22

d.zambon@bei.org

